



DOMAINE DES SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ
MENTION ÉCONOMIE

.....

« MEMOIRE DE FIN D'ÉTUDES POUR L'OBTENTION DU
DIPLOME DE LICENCE EN ÉCONOMIE
OPTION PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ »

**LES DÉSÉQUILIBRES STRUCTURELS AU NIVEAU DES
GROUPES SOCIO-ÉCONOMIQUES, FREIN AU
DÉVELOPPEMENT D'UN PAYS
CAS DE MADAGASCAR**

Étudiante : Mademoiselle RAZAIARINIRINA Santatriniaina Faliva

Numéro d'examen : 167

Promotion : TAMBATRA

Encadreur : Docteur RAKOTO DAVID Olivaniaina

Date de dépôt : 27 Février 2019

Date de soutenance : 12 Mars 2019

Année universitaire : 2017-2018

REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent d'abord à notre Bon Dieu Tout puissant, à son Fils Jésus Christ notre grand sauveur et au Saint Esprit notre conseiller à tout moment qui s'occupent de tout et reste toujours à côté de ce qui croit en Lui.

Ce travail de mémoire est enfin réalisé grâce à sa bénédiction et aussi grâce à la contribution de diverses entités et personnes que nous prions de trouver ici l'expression de nos sincères remerciements. Nous tenons à remercier ici tous ceux qui ont contribué à un titre ou à un autre à la réalisation de cette mémoire, en particulier :

- Monsieur RAMANOELINA Panja Armand René, président de l'Université d'Antananarivo grâce à sa volonté de gérer le fonctionnement de notre Université.

- Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina, doyen du Domaine de la Science de la Société et encadreur de recherche grâce à ses responsabilités au niveau de notre faculté et son soutien tout au long du travail de mémoire, sa volonté de nous partager des bonnes instructions.

- Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, le chef de la mention Economie, qui s'occupe de notre département et assure son fonctionnement.

- Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, le responsable d'année Licence 3 année universitaire 2017-2018.

- A tous les professeurs qui nous enseignent tout au long de notre année universitaire et nous donnent les bagages pour la préparation de notre avenir.

- Aux responsables de documentation à L'Institut National de la Statistique (INSTAT), à la bibliothèque universitaire, au Centre d'Etude Economique (CEE), au Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement de Madagascar (C3EDM) qui ont tous procuré toutes les données utiles et favorables à l'élaboration de cette mémoire.

- A ma famille, à mes proches qui m'a soutenu tout au long de mes études et tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à l'élaboration et la réalisation de cette mémoire.

Je vous remercie du fond du cœur et que Dieu vous bénisse toujours !!!

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
INTRODUCTION.....	1
I. APPROCHE THEORIQUE SUR LES STRUCTURES ECONOMIQUES ET LE DEVELOPPEMENT D'UN PAYS	4
I.1 DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES	4
I.2 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS FACTEUR DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT	18
II. ANALYSES EMPIRIQUES DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS PERSISTANTS AU NIVEAU DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES MALAGASY	32
II.1 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS	32
II.2 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES DESEQUILIBRES STRUCTURELS	47
CONCLUSION	59
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	vii
ANNEXES	xii
TABLE DES MATIERES	xvii

LISTE DES ABREVIATIONS

APU : Administration Publique

CSB: Centre Sanitaire de Base

DBOT: Design Build Operate Transfer

DIANA: Diego, Ambanja, Nosy-Be, Ambilobe

BOT: Build Operate Transfer

EPM : Enquête Périodique auprès des Ménages

ETP : Enseignement Technique et la Formation Professionnelle

FMI: Fonds Monétaire International

GSE : Groupe Socio-Economique

IDH : Indice de Développement Humain

IMP : Indice Multidimensionnel de la Pauvreté

INSTAT : Institut National de la Statistique

IPC : Indice de Prix à la Consommation

IPH : Indice de la Pauvreté Humaine

MEETFP : Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

ONU : Organisation des Nations Unies

PAS : Politique d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays les Moins Avancés

PNB : Produit National Brut

PNEFP : Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat

PPP : Partenariat Public Privé

PVD : Pays en Voie de Développement

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les différents secteurs institutionnels	7
Tableau 2: Caractéristiques des ménages gérés par des femmes selon le milieu de résidence	36
Tableau 3 : Répartition des ménages selon le Groupe Socio-Economique (GSE) de chef de ménage, et selon le milieu de résidence	38
Tableau 4 : La proportion d'emplois occupés dans l'administration publique par des femmes est deux fois moins importante que pour les hommes	42
Tableau 5 : Structure des emplois (en %) par milieu de résidence et le secteur institutionnel en 2012	44

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Schéma simplifié d'un circuit économique	5
Graphique 2 : Un circuit économique d'une économie ouverte.....	6
Graphique 3 : Concept d'éducation en matière de population	15
Graphique 4 : Représentation de la courbe de PHILLIPS	20
Graphique 5 : Source des déséquilibres inflationnistes.....	23
Graphique 6 : Part de chaque source de financement pour les entreprises non agricoles	34
Graphique 7: Taux de chômage selon le genre, et selon les tranches d'âge	40

INTRODUCTION

L'évolution économique dans le temps conduit à une étude insistant sur des problèmes économiques contemporains qui viennent tous le temps et à être étudiés et analysés par plusieurs économistes¹ de notre jour. L'intérêt de ce mémoire est de favoriser une étude sur un de ses problèmes qui ne laissent l'économie à se développer, aussi d'aider les leaders politiques dans sa prise de décision pour la mise en œuvre de ses plans d'action, ensuite pour le secteur privé de continuer durablement ses activités en étudiant ses périodes d'activité précédente pour une prévision plus efficace de l'avenir et de sa survie à long terme, et enfin pour les ménages de faire vivre dans une meilleure condition de vie et de pouvoir répondre aux exigences des entrepreneurs sur le marché de travail concernant les qualifications et les compétences pour un emploi stable et durable et assurant la survie de la famille généralement la population toute entière pas seulement la minorité.

La macroéconomie², une branche de l'économie ayant pour objet d'étudier les systèmes et phénomènes économiques dans une perspective globale. Un système économique est lui-même défini comme un ensemble d'agrégats³ regroupés au sein d'un pays. L'analyse macroéconomique vise à comprendre les déterminants de la performance du système économique du pays. Un système économique se caractérise par la façon dont se combinent les structures qui différencient fondamentalement les économies dans le temps et dans l'espace. L'analyse des structures est rare or la mise en œuvre de réformes de structures permet un développement économique et social dans un pays. La structure des groupes socio-économiques peut être considérée comme la structure économique fondamentale et déterminante d'un système économique.

C'est pourquoi le choix pertinent du thème de recherche : **LES DESEQUILIBRES STRUCTURELS⁴ AU SEIN DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES, FREIN AU DEVELOPPEMENT D'UN PAYS**, un problème économique contemporain. L'objectif général de ce thème de recherche est la compréhension de l'influence des déséquilibres structurels au développement.

¹ Economistes de nos jours : RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, RAKOTO DAVID Olivaniaina, Philippe HUGON, Olivier RAMAHATRA, ...

² Macroéconomie : branche de la science économique à part la microéconomie qui étudie les comportements économiques des centres de décision individuelle.

³ Agrégats : une quantité globale au sein d'une économie à l'échelle de l'économie nationale

⁴ Déséquilibre structurel : structural imbalance en anglais

On considère les deux groupes socio-économiques fondamentaux : les entrepreneurs privés et les salariés ou les ménages. Ils tiennent chacun ses rôles spécifiques en insistant sur leurs comportements et aussi leurs actions ; mais surtout les effets de leurs actions pour l'économie d'un pays. Le secteur privé est un moteur du développement dans ses activités pour l'économie nationale. Les salariés comprennent des travailleurs dans les entreprises et aussi consommateurs de ses productions ; ils tiennent une grande importance pour le développement du pays ; ils sont consommateurs par ses activités de consommation et entrepreneurs individuels par ses activités de production. L'étude de ses comportements peut être une analyse microéconomique concernant le fonctionnement du système des marchés et des prix.

*Pour une amélioration de l'équité et de la qualité de la vie de la population*⁵ ainsi que pour la contribution au développement durable et soutenable, on doit analyser le facteur majeur qui entrave un pays à se développer ; un de ses facteurs est les déséquilibres structurels. Alors dans ce travail, nous allons analyser et étudier cette situation majeure en répondant à la problématique suivante : **pourquoi les déséquilibres structurels persistants au niveau des groupes socio-économiques dans un pays comme Madagascar sont-ils une cause de ralentissement du développement? Et dans quelles mesures faut-il normaliser ses déséquilibres ?**

Pour avancer à ce sujet quelques hypothèses sont mises en avant :

- Les déséquilibres structurels sont considérés comme un des facteurs de blocage du développement voire un des facteurs de ralentissement du développement.
- Ils affectent les comportements des entrepreneurs et des ménages, l'économie dans son ensemble et la majorité de la population.
- L'Etat et le secteur privé peuvent contribuer à la normalisation de ses déséquilibres pour le développement du pays.

Ces hypothèses nous conduisent à une étude et une analyse approfondie de la réalité de Madagascar. L'objectif de cette étude est de faire une analyse macroéconomique du facteur de blocage du développement appelé déséquilibres structurels afin que les pays puissent favoriser un développement économique et social.

⁵ Réf in Bureau international du travail intitulé La sécurité sociale, édition GUIDE D'EDUCATION OUVRIERE, lieu d'édition Genève, date 1995, p 106, dans l'introduction : *Amélioration de l'équité et de la qualité de la vie de la population* Bât général de ce livre.

Pour y parvenir, tout d'abord, on va identifier les aspects théoriques des déséquilibres structurels en insistant sur la généralité et la notion de base de la macroéconomie, de la structure et ses déséquilibres, ainsi que celles du développement. Tout après qu'on va entamer d'étudier et d'analyser empiriquement les déséquilibres structurels au niveau des agents économiques et sa normalisation en prenant la réalité à Madagascar.

I. APPROCHE THEORIQUE SUR LES STRUCTURES ECONOMIQUES ET LE DEVELOPPEMENT D'UN PAYS

I.1 DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES

I.1.1 Macroéconomie et structure économique

On va d'abord définir les notions utiles dans l'étude et l'analyse des déséquilibres structurels. On parle alors de la macroéconomie qui est considérée comme outils fondamental à cette étude ainsi que la notion de structure économique en notant tout après le déséquilibre naissant au niveau de ses structures. Puis on va voir tous ce qui concerne le développement ayant une cohérence avec les déséquilibres structurels.

I.1.1.1 La macroéconomie

L'analyse macroéconomique s'intéresse à l'étude des groupes suffisamment homogènes au sein d'une économie. Elle cherche à déterminer les relations ou rapports qui peuvent exister entre les variables macroéconomiques qui expriment l'activité des agents économiques groupés au niveau de l'ensemble de l'économie nationale. La macroéconomie cherche à expliquer les variations que les agrégats subissent et les principaux indices statistiques comme le niveau général des prix, le taux de chômage. Elle est une étude de l'économie considérée dans son ensemble, l'analyse macroéconomique est ainsi à l'échelle de l'économie nationale. Le rôle de la macroéconomie consiste donc à fournir des outils simples permettant d'expliquer et de prévoir l'évolution de l'économie nationale puisqu'elle envisage l'étude du fonctionnement global des faits économiques en faisant appel à des variables de prix⁶ et des variables de quantité⁷.

Les théories macroéconomiques analysent les principaux déséquilibres tels que l'inflation, le chômage, déséquilibre extérieur ... et recherchent et analysent leurs causes, leurs manifestations et leurs effets. Elles étudient les moyens d'atteindre les principaux objectifs comme la stabilité des prix, le plein-emploi, la croissance économique, l'équilibre

⁶ Variables de prix : le niveau général de prix : le prix d'un article représentatif, le taux de salaire : le prix du service rendu par unité de travail, le taux d'intérêt : coût de l'emprunt

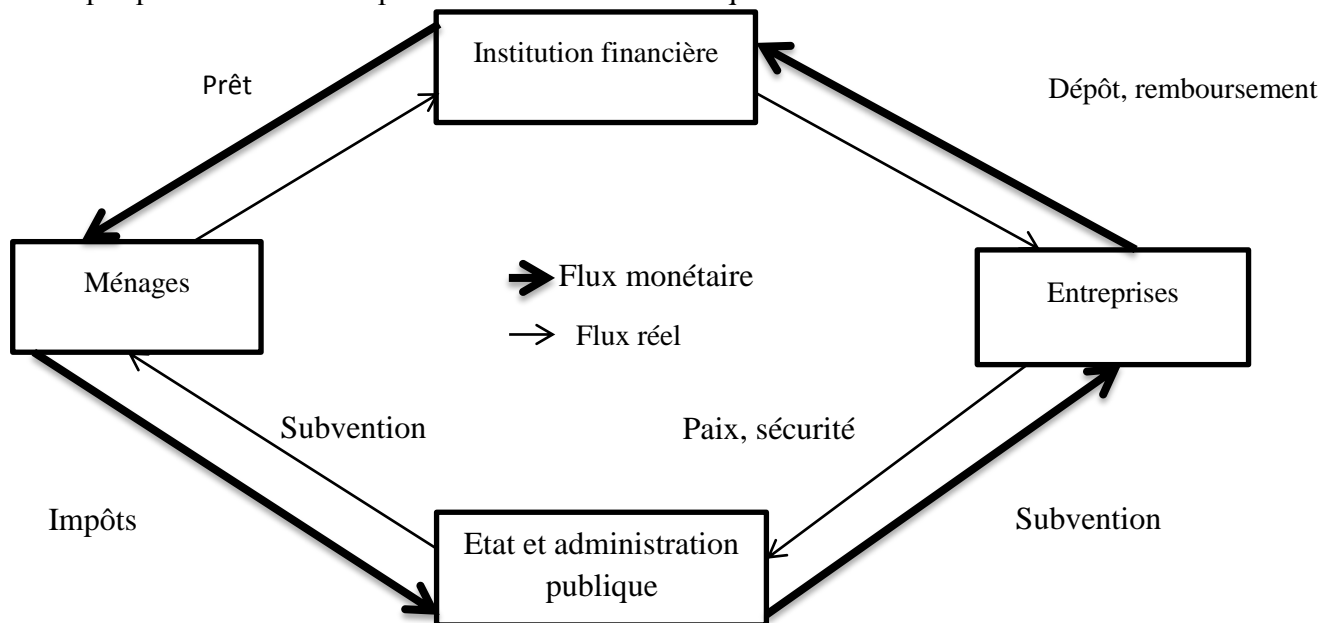
⁷ Variable de quantité : l'emploi, la demande globale, la monnaie, la balance de paiement et le budget de l'Etat.

extérieur, ... pour le bon fonctionnement de l'économie et le bien-être de la population. Ainsi l'ensemble des décisions des pouvoirs publics en vue d'orienter l'activité économique vers ses objectifs constituent la politique économique. Cette dernière englobe l'ensemble des décisions prises par le pouvoir public.

Le groupe est une *entité sociologique capable, en tant que tel, de comportements déterminés*⁸. Un **groupe socio-économique** est un **ensemble des agents économiques ayant la même fonction dans un pays**. L'approche macroéconomique de John Maynard KEYNES⁹ représente le circuit économique qui retrace l'ensemble des flux qui existent entre les différents groupes d'agents économiques. Ce circuit économique schématise et décrit d'une manière synthétique l'activité économique des différents agents économiques avec leurs relations d'interdépendance où les ressources des uns sont les emplois des autres et vice versa.

Le circuit économique est constitué par des flux qui représentent des activités auxquelles se livrent les agents économiques. Il comporte deux flux tels que les flux réels qui sont constitués par des mouvements de biens, de services et des facteurs de production entre les acteurs économiques, et les flux monétaires qui sont la partie financière des flux réels.

Graphique 1 : Schéma simplifié d'un circuit économique

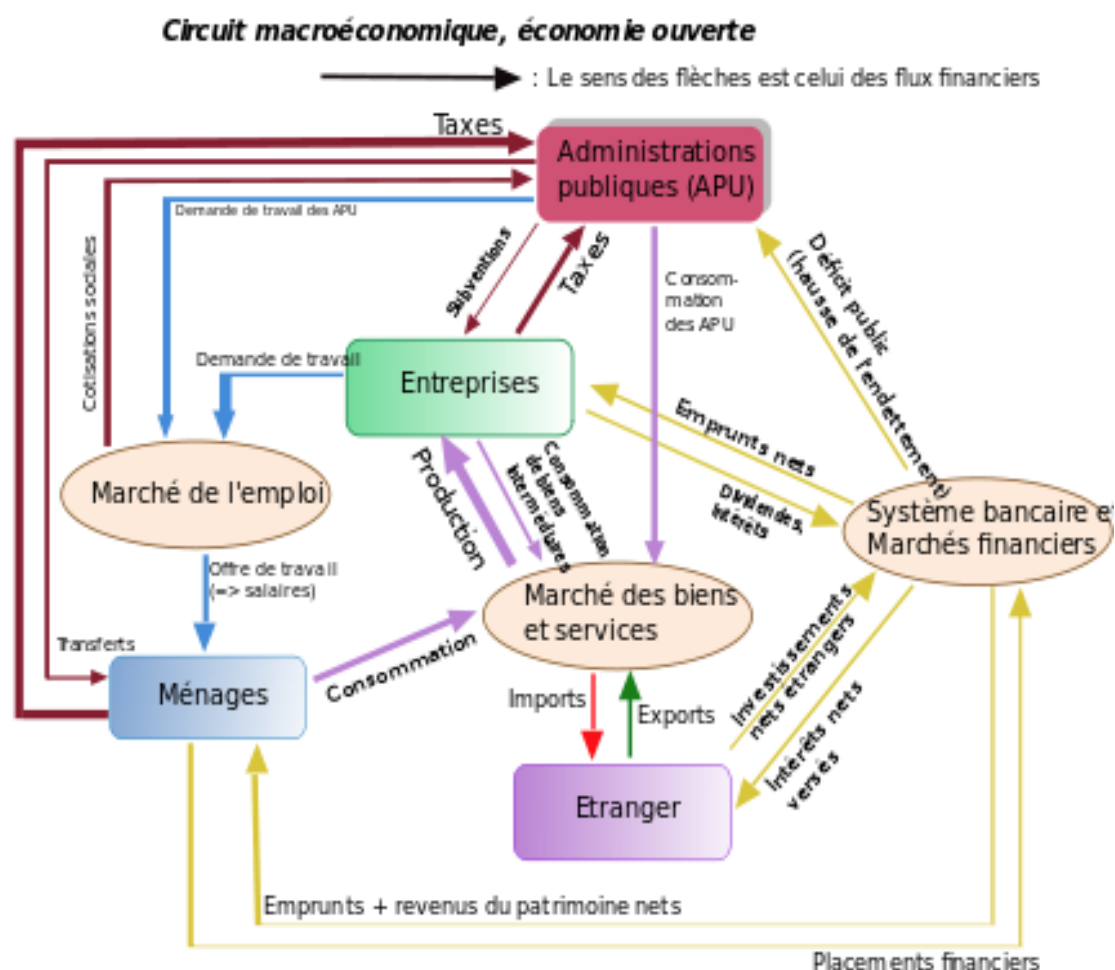


Source : Camille VERNET, Un circuit économique simplifié, publié en 2012, disponible sur le site www.maxicours.com visité le 01/02/2019 à 21 : 00.

⁸ Définition du groupe voir in Jean LE PAS, Dynamisme des structures et croissance économique, GENIN, Paris, 1968, 435 p, p 9.

⁹ John Maynard KEYNES (1883-1946) : économiste britannique, keynésianisme, ouvrage : La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, éd. PAYOT, 1936, rééd 1988, 407 p, contexte : crise de 1929.

Graphique 2 : Un circuit économique d'une économie ouverte



Source : Anselme DROUIN, Macroéconomie, un circuit économique, disponible sur www.wikipedia.fr visité le 31/10/2018 à 09 :17.

Le circuit économique peut aussi être ouvert dans la relation avec l'extérieur qu'on appelle reste du monde en comptabilité nationale. Tous les secteurs institutionnels participent à l'activité économique par ses fonctions principales liant les uns des autres.

L'économie constitue un grand nombre d'agents économiques qui prennent des décisions et réalisent des opérations économiques. En comptabilité nationale, ses agents économiques sont aussi appelés unités institutionnelles pouvant être regroupées en secteurs institutionnels (voir tableau 1 ci-après) sur la base de leur fonction économique principale et leurs ressources économiques. L'approche macroéconomique met en évidence

l'interdépendance des agents lors des opérations principales qui relient les uns des autres d'où le regroupement des agents économiques en secteurs institutionnels.

Tableau 1 : Les différents secteurs institutionnels

Secteurs institutionnels	Fonctions principales	Ressources principales
Ménages	Consommation Production des biens et services marchands non financiers en tant qu'entreprises individuelles	Rémunération des facteurs de production Transferts reçus des autres secteurs Produit de la vente
Société et quasi-sociétés non financières	Production des biens et services marchands et non financiers	Montant de vente
Entreprise d'assurance	Assurance : garantir un paiement en cas de réalisation d'un risque	Cotisations sociales
Institution financière	Financement	Fonds provenant des engagements financiers contractés
Administration publique : Etat, pouvoir public	Production des biens et services non marchands Redistribution des revenus et des richesses nationales	Versement obligatoires effectués par les autres secteurs
Administration privée	Production des services non marchands réservés à des groupes particuliers de ménages Production sans but lucratif des services marchands destinés aux ménages	Contributions volontaires effectuées par les ménages Vente de services marchands
Reste du monde	Exportation	Transferts versés par les autres secteurs Montant de leur exportation

Source : PFEG, Macroéconomie : les principaux secteurs institutionnels, publié en Octobre 2012, disponible sur www.comptazine.fr visité le 01/02/2019 à 21 : 10.

I.1.1.2 La structure économique

Selon l'économiste français André Marchal, la structure économique se réfère aux « *éléments d'un ensemble économique qui, au cours d'une période déterminée, apparaissent comme relativement stables par rapport aux autres* »¹⁰. Cette définition met en évidence l'immobilité relative des bases et du cadre des activités économiques.

Le structuralisme est un mouvement qui a touché les sciences les plus diverses : mathématiques, linguistique, sciences sociales comme l'économie. Jean Piaget¹¹ a donné à la structure la définition générale suivante : « *Une structure est un système de transformations qui comporte des lois en tant que système et qui se conserve ou s'enrichit par le jeu de ses transformations, sans que celles-ci aboutissent en dehors de ses frontières ou fassent appel à des éléments extérieurs* »¹². » Cette définition attribue à la structure trois propriétés essentielles :

- la totalité de l'ensemble recouvert par la structure est organisée, et celle-ci concerne les relations entre toutes les parties constitutives du corps analysé. Ce n'est donc pas une simple agrégation d'éléments ;
- la transformation de la structure est permanente. En dépit de la lenteur de l'évolution, celle-ci est néanmoins présente. La structure est toujours structurante, c'est-à-dire capable d'une évolution. Il serait faux de voir dans une structure une organisation totalement figée ;
- l'autoréglage signifie que la structure est un agencement fermé. Il y a conservation et fermeture de la totalité structurée, dans la mesure où les transformations dont elle est l'objet ne peuvent faire sortir la structure d'elle-même ou aboutir à un changement de la nature de la structure existante.

On peut citer comme exemple celui de la structure par âges de la population. En tant que totalité, la population n'est pas simplement l'addition des jeunes, des personnes en âge d'activité et des vieux, mais ces catégories forment un tout, qui est en constante interaction. Par ses transformations, une population possède des forces endogènes, qui conduisent à des

¹⁰ Réf in André Marchal, SYSTEMES ET STRUCTURES ECONOMIQUES, 2^e édition, Editeur : presse universitaire de France 1963, 727 p, p. 78 disponible sur Books.google.mg visité le 03/10/2018 à 11 : 45.

¹¹ Jean PIAGET (1896-1980) : psychologue suisse, ses travaux sont en psychologie du développement et en épistémologie génétique ou structuralisme génétique.

¹² Source : Jean Piaget, LE STRUCTURALISME, Paris, presse universitaire de France, 2e édition mise à jour, 1968, 8e édition 1983, 9e édition 1987, 10e édition 1992) cité par Plassard, 1977, p. 182 Disponible sur www.fondationjeanpiaget.ch visité le 03/10/2018 à 11 : 47.

modifications des divers éléments qui la forment. Par exemple, à l'heure actuelle, le vieillissement de la population. L'autoréglage met en évidence le fait que, indépendamment de l'évolution engagée, le principe du vieillissement reste toujours le même, c'est-à-dire qu'il y aura toujours des jeunes, des personnes en âge d'activité et des vieux¹³.

Le Secrétariat Technique de l'Ajustement (Primature STA voir annexe I) définit *la structure* comme « *l'ensemble des caractères relativement stables d'un système économique* »¹⁴. Les structures¹⁵ sont les éléments d'un ensemble économique qui au cours d'une période déterminée, apparaissent comme relativement stables par rapport aux autres. Il existe plusieurs indicateurs de structures comme la population.

Un indicateur structurel est une statistique permettant de décrire une situation économique ou sociodémographique à moyen ou long terme, construite avec l'objectif de repérer les effets de transformations de structure. Les indicateurs structurels sont souvent utilisés pour suivre la mise en œuvre des politiques économiques sur longue période. Les indicateurs structurels les plus couramment utilisés sont les variables sociodémographiques (part des différentes tranches d'âge, part des diplômés, ...), la production du travail, le taux d'emploi, le coût du travail ou capital, le taux de chômage, le taux d'emploi, ...

Les indicateurs construits pour mesurer le développement durable sont par nature considérés comme des indicateurs structurels. Un indicateur sera considéré comme structurel ou conjoncturel en fonction de l'utilisation qui en est faite. Certains indicateurs peuvent être à la fois conjoncturels et structurels. Ainsi le taux de chômage était considéré par le passé surtout comme un indicateur conjoncturel, mais, du fait de son maintien à un niveau élevé, on le considère maintenant également comme un indicateur structurel. Néanmoins la façon de l'estimer sera différente : la version conjoncturelle de cet indicateur correspond au taux de chômage observé précisément à une date donnée, alors que la version structurelle sera estimée en moyenne sur une période de temps suffisamment longue.

La transformation des structures est centrée sur une typologie des comportements et des groupes économiques¹⁶. La structure sociale est l'ensemble des relations qui unissent les

¹³ Réf in Joseph Deiss et Philippe Gugler, Politique économique et sociale, ouvertures économiques, collection de Boeck, 64 p, 6 p disponible sur le site www.deboeck.com visité le 03/10/2018 le 06 :11.

¹⁴ Voir Secrétariat technique de l'ajustement, L'ajustement structurel à Madagascar (Année 1999), Antananarivo, 2000, 160 p, p 6.

¹⁵ Structure : définition simple : manière dont des choses sont organisées pour former un ensemble. Disponible sur site www.dictionnaire.reverso.net visité le 24/01/2019 à 11 :57.

¹⁶ Réf in Jean Pierre MOCKERS, Dynamique et structures, SIREY, Paris, 1966, 411 p, préface.

individus membres d'une même organisation¹⁷. Cette structure sociale rend l'harmonie dans une communauté ou une organisation même dans un pays. La structure économique à son côté se définit donc comme l'ensemble des éléments qui contiennent le système économique d'un pays.

I.1.2 Développement

I.1.2.1 Concept de développement

Le développement est « *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* »¹⁸ (Définition de François PEROUX en 1961). Le développement d'un pays se base dans les structures mentales et institutionnelles qui permettent l'apparition et la continuation de la croissance. Le développement peut faire apporter de la croissance dans la mesure où il favorise des transformations plus efficaces et favorables.

Le développement correspond à l'ensemble des transformations structurelles (économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Ces mutations sont structurelles¹⁹ (industrialisation, urbanisation, salarisation, tertiarisation...) et qualitatives (transformations des comportements, amélioration de la santé, allongement de l'espérance de vie, progrès des connaissances...). Elles rendent la croissance irréversible. Le concept de développement intègre l'idée de progrès social (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...). Le développement est donc un phénomène qualitatif. Il prend les variables qualitatives comme l'éducation, la santé, et autres aspects du bien-être.

Le développement économique peut s'accompagner d'un développement humain défini, par Amartya Sen²⁰, comme un processus d'élargissement du choix des gens,

¹⁷ Définition de la structure sociale dans le site www.linternaute.fr visité le 24/01/2019 à 12 :15.

¹⁸ Définition du développement in Article 1 Les caractéristiques du sous-développement, Philippe Deubel, Pearson Education France, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008, p 463.

¹⁹ Mutation structurelle voir Lionel MONNIER, Bernard THIRY, Mutations structurelles et intérêt général, ECONOMIQUES JALONS, France, 1997, 274 p, p 25.

²⁰ Amartya SEN: Économiste de développement indien, prix Nobel d'économie en 1998, il s'intéresse aux problèmes du choix collectif et de la justice en économie. Il développe la théorie que le développement passe par l'accroissement des «capabilités» des agents de leurs possibilités d'usage des ressources dont ils disposent.

mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent. Cette notion souligne également que le développement humain²¹ et le bien-être vont bien au-delà de la simple richesse matérielle.

Chenery²² en 1979, considère que le développement économique est un ensemble de transformation intimement liée dans la structure de l'économie. Et qui sont nécessaire à la poursuite de sa croissance. Ces changements sont les compositions de la demande, de la production et des emplois. La prise en compte de ses changements structurels définit le passage d'un système économique traditionnel à un système économique moderne. Ce passage exprime le développement d'un pays.

Le développement économique et social fait référence à *l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...)*²³. Il ne faut pas confondre avec la croissance économique. La croissance économique est habituellement nécessaire ou consécutive au développement mais elle n'en est qu'un aspect. Il existe même des zones en croissance par simple inertie, sans pour autant connaître les transformations de structure et la « destruction créatrice »²⁴ propres au développement, qui assurent sa pérennité. Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « progrès »²⁵, puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. Le développement économique est un processus de long terme ayant des effets durables, il se définit comme *un processus endogène et cumulatif de progrès de productivité et de réduction des inégalités à long terme, à des coûts sociaux et environnementaux acceptables et insérés dans la matrice socioculturelle, permettant à un nombre croissant d'habitants de passer à la situation de plus grande maîtrise de l'incertitude, des instabilités et de satisfaction des besoins fondamentaux*²⁶. On parle alors d'amélioration du bien-être social au sens économique. La volonté de concilier du simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être amène à forger, à côté des indicateurs de

Principaux ouvrages en français : *Éthique et économie* (1993), *L'économie est une science morale* (recueil d'articles, 1999).

²¹ Développement humain : mesuré par l'IDH Indice de Développement Humain.

²² Hollis Chenery (1918-1994) : économiste américain.

²³ Définition Développement économique et social in Wikipédia disponible sur site fr.wikipedia.org visité le 09/10/2018 à 15 : 54.

²⁴ Concept de destruction créatrice par Joseph A. SCHUMPETER (1883-1950) il a mis en évidence le rôle des entrepreneurs dans la croissance économique.

²⁵ Progrès économique : évolutions avantageuses de groupes d'agents, donc partielles, pouvant être concurrentes et se réaliser au détriment d'autrui in Jean LE PAS, Dynamisme des structures et croissance économique, GENIN, Paris, 1968, 435 p, p 2 ; Cf. François PERROUX in Théorie générale du progrès économique.

²⁶ Développement économique : voir Philippe HUGON, L'économie de l'Afrique, LA DECOUVERTE, 2013, 128 p, p 26 parlant des indicateurs de développement.

développement traditionnels (PNB, PIB), d'autres indicateurs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le respect des droits de l'homme, etc. Ils font parties des paramètres économiques et sociaux.

On peut mesurer le niveau de développement d'un pays à l'aide des indicateurs qui ne tiennent compte de la croissance économique. Le PNUD a créé en 1990 un indicateur synthétique, l'indicateur de développement humain (IDH). Considérant que le développement traduit l'extension des possibilités humaines, celle-ci nécessite trois conditions : la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire, et la possibilité d'accès aux ressources permettant de vivre convenablement.

Pour représenter ces trois dimensions du développement (santé, éducation, niveau de vie), l'IDH synthétise trois indicateurs mesurés de 0 à 1 :

- Un indicateur de longévité et de santé mesuré par l'espérance de vie à la naissance ;
- Un indicateur d'instruction mesuré pour deux tiers (2/3) par le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers (1/3) par le taux de scolarisation ;
- Un indicateur de niveau de vie mesuré par le PNB/habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat).

L'IDH synthétise ces trois indices en un seul traduisant le niveau de développement du pays, noté de 0 à 1. Plus il est élevé, plus le pays est développé et vice versa. Ainsi, *en 2005, les pays à développement humain élevé ont un IDH supérieur à 0,800 ; les pays à développement humain moyen ont un IDH compris entre 0,500 et 0,799 ; les pays à développement humain faible ont un IDH inférieur à 0,500*²⁷.

On a aussi autres types d'indicateur de développement tels que l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) et indice multidimensionnel de la pauvreté (IMP) :

★ L'IPH

Il mesure le niveau de pauvreté au sein de la société en prenant en compte au-delà de paramètre financier des enjeux complémentaires comme les inégalités d'accès à la santé, à l'emploi et à l'éducation. Il mesure le degré de la pauvreté et de la proportion de la population vivant dans des conditions misères. Il est exprimé en pourcentage, plus il est élevé et plus le pays est considéré comme pauvre.

²⁷ PNUD, en 2005, Rapport concernant les listes des pays par IDH, 17 p, p 1, disponible sur le site fr.wikipedia.org, visité le 06/11/2018 à 08 : 23.

Il existe deux indicateurs : IPH-1 pour les pays en développement et IPH-2 pour les pays développés.

· L'IPH-1 constitue trois indicateurs : l'indicateur de longévité qui exprime le pourcentage de décès avant 40 ans ; l'indicateur d'instruction représente le pourcentage d'analphabétisme des adultes ; l'indicateur de condition de vie qui est composé de trois éléments tels est l'accès à l'eau potable, l'accès au service de santé et le pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale.

· Et l'IPH-2 est constitué de quatre indicateurs. Ce sont l'indicateur de longévité exprime pourcentage de décès avant 60 ans, l'indicateur d'instruction représente le taux d'illettrisme des adultes, l'indicateur de condition de vie montre le pourcentage de personne vivant en dessous de la demi-médiane du revenu disponible des ménages, et l'indicateur d'exclusion donne le pourcentage des chômeurs depuis plus de 12 mois.

★ L'IMP

Il est un indicateur plus récent pour rétablir aux nombreuses critiques entre l'IDH et IPH. Cet indicateur est lancé en 2010 par le PNUD et la Pauvreté and Human Development Initiative de l'Université l'Oxford. C'est un indicateur de la pauvreté qui rend compte de l'aspect multidimensionnel de la situation de pauvreté. L'IMP remplace l'IPH qui figure dans le rapport de développement humain depuis 1997. Il comporte trois indicateurs qui sont l'éducation où on constate le nombre d'année de scolarité et celui de sortie de l'école avant 8 ans, aussi la santé insistant sur la mortalité infantile et la nutrition et enfin le niveau de vie ²²qu'on retrouve l'accès à l'électricité, à l'eau potable, au sanitaire et d'autres variables tels que la caractéristique de l'habitat, le combustible, l'alimentation et des biens immobiliers.

Remarque : Pour plus de détails, si on veut voir des rapports plus réels concernant cet indicateur, on peut voir le rapport de l'INSTAT Madagascar intitulé ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p.

La population est à la fois l'agent et le bénéficiaire du développement économique et social. Elle est agent dans l'exécution des programmes de développement en tant que ressources humaines, et devient le bénéficiaire des résultats des activités devant aboutir à

l'amélioration de ses conditions de vie. Il existe alors une étroite relation entre la population et le développement.

En effet, quand on parle de population, il faut tenir compte des diverses variables démographiques, sociologiques, économiques, environnementales qui caractérisent sa structure et sa dynamisme. Et quand on parle de développement, il faut l'entendre comme le processus de croissance économique diversifiée et de distribution équitable du revenu à tous les secteurs de la population ; ce qui se reflète dans une amélioration générale des conditions économiques, sociales et culturelles du pays. Lorsque de telles conditions sont réalisées, on dit : « *qu'il y a amélioration du niveau de vie* »²⁸.

L'éducation en matière de population est donc très indispensable. La communauté internationale reconnaissant que les variables démographiques peuvent être à la fois la cause et le résultat du niveau et du style de développement, admet la nécessité d'inclure des objectifs et des politiques démographiques dans leur plan de développement économique, social et culturel. L'éducation est une composante indispensable des politiques et programmes de population. L'éducation en matière de population, en tant que domaine d'étude et de conscientisation qui centre l'attention sur les rapports entre le niveau individuel, le niveau familial et le niveau social, représente le moyen le plus efficace et le plus approprié pour conduire aux changements de comportements et d'attitudes souhaités en vue d'une population meilleure. Il faut mettre en évidence les interrelations entre les facteurs démographiques et la notion de développement *pour une meilleure qualité de vie de la population*²⁹.

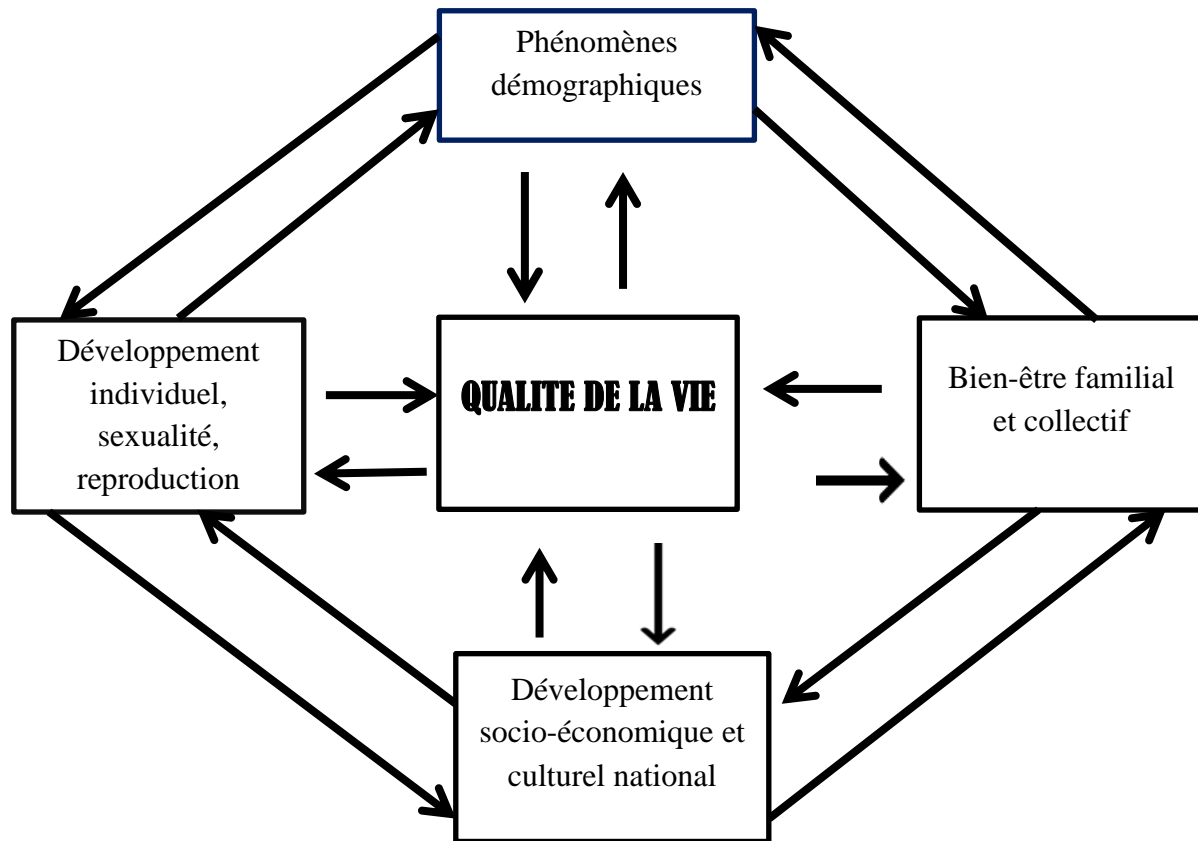
La graphique ci-après (graphique 3) a une liaison très importante au développement économique, social et humain. La population est le facteur et aussi le bénéficiaire du développement. L'amélioration du niveau de la vie provient des phénomènes démographiques, du développement individuel, de la sexualité et de la reproduction, du développement socio-économique et culturel national ainsi que le bien-être familial et collectif qui est liés les uns aux autres.

(Voir aussi annexe II concernant la notion de développement durable)

²⁸ Voir PROJET MAG/87/P01-MINESEB/UNESCO/FNUAP, L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie, CNAPMAD, Antananarivo, 1990, 215 p, p62 1.3

²⁹ Voir PROJET MAG/87/P01-MINESEB/UNESCO/FNUAP, L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie, CNAPMAD, Antananarivo, 1990, 215 p, préface

Graphique 3 : Concept d'éducation en matière de population



Source : PROJET MAG/87/P01-MINESEB/UNESCO/FNUAP, L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie, CNAPMAD, Antananarivo, 1990, 215 p, préface.

I.1.2.2 Analyse du sous-développement

Le contraste Nord-Sud marque l'inégalité entre les pays développés du Nord et les pays sous-développés du Sud. La situation géographique des pays du monde représente cette inégalité. On va analyser la situation de sous-développement existant surtout dans les pays du Sud qui sont particulièrement des pays sous-développés voir pays en développement. Cette analyse a une liaison plus importante avec l'existence des déséquilibres structurels.

Un pays « sous-développé » connaîtrait des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, en particulier l'industrialisation. Enlever ces blocages par des stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la société de spécialisation agricole permettrait donc de sortir du sous-développement. Mais le sous-développement ne peut se réduire au seul critère de la sous-industrialisation. La théorie des «

besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts (alimentation, sécurité, santé, éducation...). Mais il faut aussi insister sur les fortes inégalités internes dans les PED.

Le sous-développement se manifeste par quatre critères :

- une pauvreté de masse ;
- des fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays (hommes/femmes, urbains/ruraux, agricoles/non agricoles...) ;
- l'exclusion du pays du commerce international, des connaissances scientifiques mondiales... mais aussi d'une partie de la population au sein du pays (femmes, populations rurales...) ;
- l'insécurité, qu'elle soit environnementale, sanitaire ou encore politique, dans laquelle vit la majorité de la population.

La notion de « pays sous-développé » est utilisée pour la première fois par le président américain Harry Truman en 1949. C'est donc dans un contexte de guerre froide que se forge le débat sur les appellations des pays les plus pauvres. Par la suite, plusieurs dénominations vont se succéder. En 1952, le démographe et économiste français Alfred Sauvy utilise la notion de « tiers-monde » pour qualifier les pays sous-développés. Dans les années 1970, à côté de la notion politique de tiers-monde, l'ONU avance la notion de « pays en voie de développement » (PVD), la notion de pays sous-développé étant considérée comme trop stigmatisant. Puis, dans les années 1980, s'impose l'appellation « pays en développement » (PED) qui est censée traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du développement. La notion de PED cohabite aujourd'hui avec celle du « Sud », qui insiste sur la localisation géographique des PED en opposition avec le Nord³⁰, ou bien encore avec la notion de « pays émergent » ou pays développé qui insiste sur le caractère imminent de leur développement, en particulier pour les pays les plus avancés dans leur développement (voir annexe III pour l'information sur ses catégories de pays).

Le sous-développement est causé par des facteurs purement humains comme la culture avec ses normes, ses croyances, toutefois des facteurs culturels qui ne seraient à eux seuls justifier les difficultés économiques et sociales que rencontrent les pays. Les facteurs

³⁰ Nord et Sud : contraste nord-sud très remarquable

politiques et économiques semblent être les raisons principales de ces difficultés. Les difficultés économiques expliquent en grande partie les difficultés liées au développement des PED. Elles tiennent à des facteurs endogènes d'ordre politique, économique et sociologique qui ne permettent pas une *exploitation rationnelle des ressources*³¹ et du tissu économique, mais aussi à des facteurs exogènes provenant dans leur insertion dans l'économie de plus en plus internationalisée avec ses nouvelles barrières. Les traits culturels sont responsables de la fragilité des structures qui restent impuissantes à repérer les potentiels de développement.

³¹ Théorie libérale : la rationalité : maximum de satisfaction ou de profit ou de bénéfice avec un minimum de ressource ou de dépense ou de coût pour les entrepreneurs.

I.2 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS FACTEUR DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT

Le **déséquilibre** se définit dans le sens plus économique comme une instabilité, un manque d'équilibre, il est **l'écart entre l'offre et la demande**. Le contraire d'une situation d'équilibre où l'offre et la demande sur le marché s'égale à un prix d'équilibre qui satisfait les vendeurs ou offreurs et les acheteurs ou les demandeurs. Sur le marché des biens et services un déséquilibre entre l'offre et la demande entraîne une variation des prix. L'augmentation durable et générale des prix est qualifiée l'inflation. Sur le marché de travail un écart entre l'offre et la demande de travail conduit le chômage. Sur les marchés internationaux un écart important et prolongé entre les importations et les exportations entraîne un déséquilibre extérieur.

Les déséquilibres structurels sont donc **la situation de déséquilibre sur les structures de base de l'économie, non souhaitables, qui se manifestent à moyen et long terme et impactent des effets graves pour l'économie dans son ensemble et pour la population et même pour le reste du monde**. Mais on a limité sur l'économie d'un pays et étudie seulement les déséquilibres structurels qui persistent au niveau des deux principaux groupes socio-économiques (entrepreneurs privés et ménages) faisant partie de la population.

Les problèmes économiques sont d'ordre structurel³², il est impératif de les corriger, sinon, plus le temps passe, plus les problèmes s'amplifient, et le pays sombre dans la crise³³. Les politiques structurelles appartiennent à la politique économique qui vise à modifier de façon durable les structures de base du fonctionnement de l'économie.

Un pays a besoin d'un ajustement structurel qui a pour objectif de stabiliser la situation économique, de relancer l'économie et de favoriser des réformes institutionnelle et structurelle. Les mesures de réforme structurelle par le Gouvernement dans le cadre de son programme d'ajustement structurel contribuent à rendre favorable l'environnement socio-économique et donnent par la même occasion une bonne chance de réussite à ces projets. Le Gouvernement doit mettre en place des conditions favorables au développement du secteur privé, améliorer les conditions sociales de la population. Quand on parle d'un programme

³² Structurel : son antonyme est conjoncturel.

³³ Voir Secrétariat technique de l'ajustement, L'ajustement structurel à Madagascar (Année 1999), Antananarivo, 2000, 160 p, p 6.

d'ajustement structurel, on insiste généralement sur les réformes institutionnelles, le développement du secteur privé et les politiques sectorielles³⁴.

I.2.1 Les principaux déséquilibres macroéconomiques contemporains

Les deux déséquilibres économiques que sont l'inflation et le chômage représentent en fait les termes d'une alternative, comme le suggère la *courbe de Phillips*³⁵ selon laquelle le taux de chômage et le taux d'inflation évoluent en relation inverse l'un de l'autre. Dans ces conditions, une politique active de soutien de l'activité et l'amélioration consécutive de la situation de l'emploi devrait s'accompagner, en contrepartie, d'une certaine poussée de l'inflation. Inversement, une politique destinée à ralentir le rythme de l'expansion afin de peser sur l'inflation devrait se traduire par une certaine montée du chômage.

On va analyser théoriquement le déséquilibre dans le courant de pensée issu du « keynésianisme de la synthèse » qui a développé « la théorie du déséquilibre » s'est attaché à montrer que le chômage peut avoir des origines distinctes et traduire des déséquilibres de l'économie de nature différente. Et à l'opposé de ce cas de déséquilibre avec chômage, les auteurs identifient également une autre situation de déséquilibre dite « d'inflation contenue ». Celle-ci correspond en fait à une phase de « boom inflationniste » où la demande excède l'offre simultanément sur le marché des biens et sur le marché de travail. Les ménages sont alors rationnés sur le marché des biens où leur demande excède l'offre, tandis que les entreprises sont rationnées sur le marché de travail où leur demande de travail excède l'offre de travail des ménages³⁶.

La courbe de PHILLIPS

La courbe de PHILLIPS dans sa forme initiale exprime la situation de chômage et d'inflation dans un pays en exprimant le taux de chômage et le taux d'inflation. On parle alors du marché des biens et services et du marché de travail. Il existe un chômage incompressible dans le fonctionnement du marché de travail.

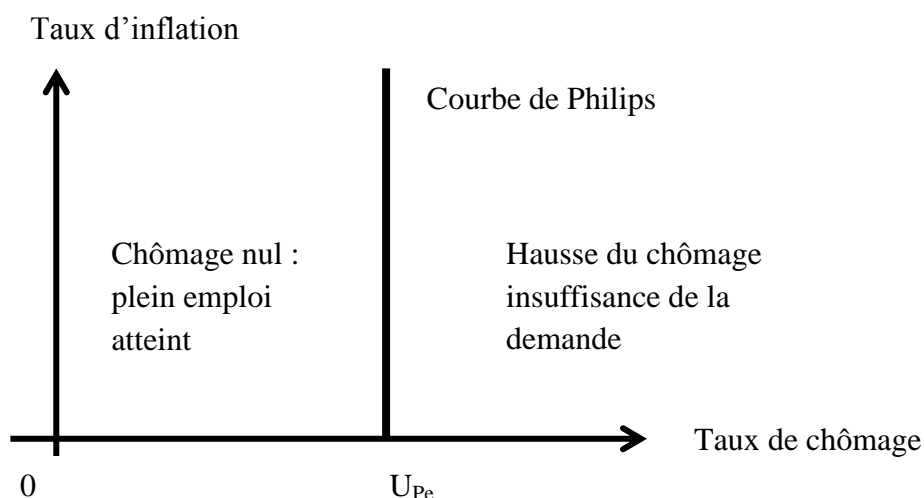
³⁴ Pour plus de détails voir Secrétariat technique de l'ajustement, L'ajustement structurel à Madagascar (Année 1999), Antananarivo, 2000, 160 p, p 58.

³⁵ Courbe de Phillips : Du nom de l'économiste néo-zélandais qui l'a présentée dans son étude de 1958 : A. W. PHILLIPS [1958], « The Relation Between Unemployment and the Rate of Change of Money Wages Rates in the UK, 1861-1957 », *Economica*, novembre 1958.

³⁶ Voir Gilles RASSELET, *Économie contemporaine*, Tome 2, Les politiques économiques et sociales de l'État, Éditions du CNFPT, 2010, 614 p, p 118.

L'économie est en plein emploi et l'inflation est nulle si on atteint le plein emploi ; c'est la situation idéale pour l'économie or on ne peut plus l'atteindre. A droite de la situation de plein emploi, on trouve le chômage keynésien à cause de l'insuffisance de demande. On doit faire recours à une politique de relance de la demande pour traduire un déplacement vers le gauche. L'offre est élastique avant la situation de plein emploi et l'inflation est nulle. Mais à gauche du plein emploi, l'offre est rigide et le chômage ne diminue plus. L'excès de la demande fait apparaître l'inflation.

Graphique 4 : Représentation de la courbe de Phillips



Source : Hervé Le Bihan, 1958-2008, avatars et enjeux de la courbe de Phillips, in Revue de l'OFCE 2009/4 (n°111), disponible sur www.cairn.info visité le 01/02/2019 à 20 : 40, p 101, p 82.

Les tensions inflationnistes vont apparaître avant la situation de plein emploi puisque certains secteurs d'activité sont à la limite de leurs capacités, causant une augmentation progressive des prix. D'où un dilemme de politique économique : diminution du chômage et progression de l'inflation ou la situation inverse. Ces deux déséquilibres sont tous néfastes pour l'économie mais on doit équilibrer la situation dans la mesure où ils n'apportent plusieurs effets dans l'activité économique et dans la société.

Durant les années 1960 et 1970, la courbe de Phillips fût au cœur des débats économiques. Elle transformait en effet deux des principaux objectifs de la politique économique, en deux objectifs antagonistes. Ainsi un fort taux d'inflation s'accompagnait d'un faible taux de chômage (et inversement). Cette étroite relation semblait si évidente que l'on a déduit de cette courbe deux principes : à court terme, le choix en matière de politique

économique se réduisait à l'alternative laissée par la courbe de Phillips ; à moyen et long terme, la composante structurelle du chômage qui n'est pas liée à l'inflation pouvait être réduite par une politique appropriée de l'emploi (amélioration de la formation). Ajoutons que le niveau des prix étant supposé fixe dans le modèle keynésien, la courbe de Phillips introduisait une équation supplémentaire qui permettait d'expliquer le niveau des prix ou plus exactement son taux d'accroissement représenté par le taux d'inflation. Si cette relation se révélait exacte, elle signifiait qu'il n'y avait qu'un seul taux de chômage compatible avec une inflation nulle.

Le taux de chômage et le taux d'inflation sont symétriques. Quand le taux de d'inflation augmente, le taux de chômage va diminuer on a recours à la politique restrictive et quand le taux d'inflation diminue et le taux de chômage augmente, la politique de relance de la demande peut entrer en jeu.

I.2.1.1 L'inflation

Le terme inflation vient des mots latin inflatio, inflare qui signifie enflure, enfler. Au début du 20ème siècle, il signifiait alors une hausse abusive de la quantité de monnaie.

La définition retenue habituellement aujourd'hui de l'inflation est la hausse des prix générale, durable et autoentretenue ou la hausse du niveau général du prix ; c'est-à-dire que générale : la hausse des prix affecte tous les biens et services, durable : la hausse des prix doit être prolongée dans le temps, auto-entretenue : l'inflation tend à se transmettre de proche en proche à tous les secteurs, à tous les prix, à tous les revenus. L'inflation est donc la hausse généralisée et durable des prix. On la mesure par l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui reflète, mois par mois, l'évolution d'ensemble des prix à la consommation. Le taux d'inflation est la variation, en %, de l'IPC sur une période donnée (en général 1 an³⁷).

Au lieu de se centrer sur les biens, on peut se centrer sur la monnaie et donner une autre définition. L'inflation peut être définie comme la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie.

³⁷ Source : CNED, Académie en ligne, Séquence 5 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques, 59 p disponible sur site www.biblio.ses.mc.free.fr, visité le 15/08/2018 à 20 : 18, p24.

Le taux d'inflation est le taux de variation des prix d'une période sur l'autre. Suivant la valeur du taux d'inflation, on définit des types d'inflation différents.

- Inflation rampante : hausse des prix annuelle entre 1 et 3%.
- Inflation galopante : hausse des prix annuelle supérieure à 10%.
- Hyperinflation : hausse des prix supérieure à 50% par mois, soit un peu plus de 1% par jour, selon la définition donnée par Phillip Cagan en 1956.
- Désinflation : freinage ou décélération de l'inflation ; les prix continuent d'augmenter mais de moins vite. Exemple : taux d'inflation passe de 10% à 5%.
- Déflation : baisse générale des prix. Ce qui valait 10 euros n'en vaut plus que 9.

La maîtrise de l'inflation est un des éléments du carré magique de Kaldor, c'est à dire un des quatre objectifs majeurs de la politique économique au même titre que la croissance, le plein emploi et l'équilibre extérieur. A ce titre, la stabilité des prix est recherchée. Pourtant, les objectifs en termes d'inflation ont évolué au cours du temps.

L'inflation un phénomène structurel

L'inflation est aussi un phénomène social et structurel³⁸. On l'appelle inflation par structures. L'inflation n'est pas seulement le résultat de déséquilibres qui peuvent affecter le fonctionnement de tout ou partie des marchés³⁹, mais trouve également son origine dans les structures économiques et sociales existantes et les comportements des agents économiques que ces structures induisent ou favorisent. Elle est alors causée par les structures. Dans cette optique, l'inflation peut être vue comme le résultat du conflit de répartition qui oppose différentes catégories d'agents économiques et qui est à l'origine d'une spirale inflationniste.

On va montrer dans le graphique ci-après que les déséquilibres inflationnistes puisent également leurs sources dans les structures économiques. La hausse du niveau général des

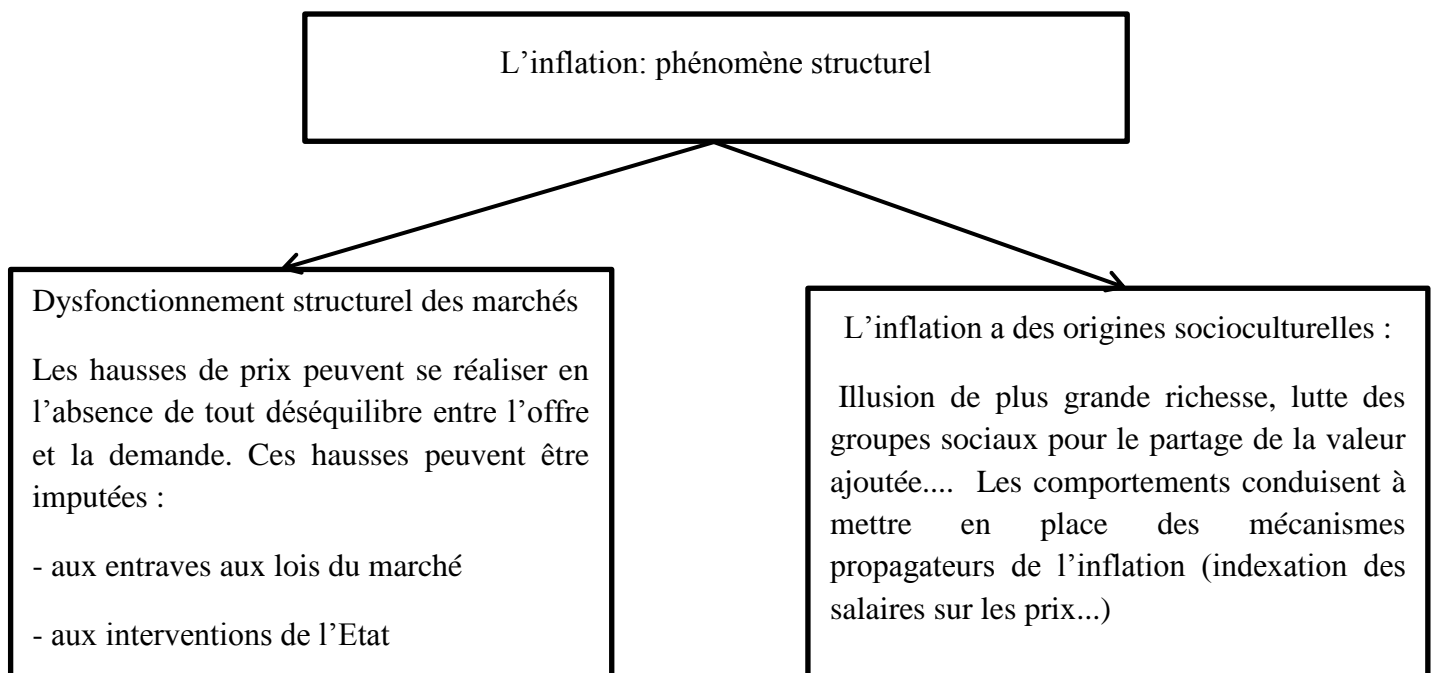
³⁸ Source : Gilles Rasselet, Économie contemporaine, Tome 2, Les politiques économiques et sociales de l'État, Edition CNFPT, 614 p, p 58, visité sur le site le 05/12/2018 à 12 :53.

³⁹ Le déséquilibre entre l'offre et la demande globales de monnaie qui est à la base de l'explication monétariste de l'inflation, le déséquilibre entre l'offre et la demande globales de biens et services qui est à la base de l'explication de l'inflation par la demande ou, par exemple, le déséquilibre du marché du travail ou celui des marchés de matières premières, conduisant à une hausse des salaires ou des prix de certains approvisionnements des entreprises, qui est l'un des éléments auxquels fait référence l'explication de l'inflation par les coûts.

prix trouve ainsi sa source à la fois dans le dysfonctionnement structurel des marchés et dans les comportements des différentes parties prenantes de l'activité économique.

Certains ont proposé des explications structurelles de l'inflation. La théorie sociologique de l'inflation a été présentée par Aujac (1950) : l'inflation est due à la lutte pour le partage du revenu national. Pour accroître sa part, chaque catégorie sociale tente d'infléchir les prix relatifs en sa faveur. Chaque catégorie adopte plus ou moins la même stratégie et l'inflation se trouve accrue, d'où de nouvelles revendications et une société de spirale prix/salaires. De plus, l'inflation devient un mode de résolution des conflits. L'accroissement de certains prix ou salaires peut résoudre certaines tensions sociales, masquer certaines contraintes. L'inflation arbitre en quelque sorte le fonctionnement social. On a de l'inflation par l'affrontement entre salariés et entrepreneurs.

Graphique 5 : Source des déséquilibres inflationnistes



Source : Diemer, Economie générale : partie II, chapitre 6 : déséquilibres économique et monétaire : chômage et inflation, IUFM Auvergne Economie-Gestion, 210 p, p 199, disponible sur www.oeconomia.net visité le 03/10/2018 à 06 : 04.

Pour Karl MARX⁴⁰, l'inflation est le résultat d'un conflit entre patrons et salariés, mais aussi moyen d'augmenter les profits. Plus la masse des capitaux engagés est élevée, plus le prix des produits doit être élevé pour financer et rentabiliser cette accumulation du capital. En outre, la concentration des entreprises pousse au monopole et à la hausse des prix⁴¹.

On peut mettre en œuvre la politique de déréglementation pour normaliser le taux d'inflation et de chercher un taux d'inflation acceptable. La politique des prix appliquée a fait passer l'économie progressivement du blocage des prix à la déréglementation/libéralisation. Des mesures sont mises aux dispositions telles que le blocage des prix, les baisses imposées des prix de certains produits, la fixation de prix plafonds ou de prix minima, la limitation des taux de marge brute. Malgré les mesures de blocage des prix une forte poussée de l'inflation, les pouvoirs publics s'engagèrent dans un processus de libéralisation des prix, avec à nouveau le recours au blocage des prix des produits industriels, de certains produits alimentaires et de certains services.

Dans un contexte de recul de l'inflation, les pouvoirs publics engagèrent une politique de régulation contractuelle des prix dont la philosophie générale était d'obtenir une stabilisation globale des prix en laissant aux entreprises une certaine latitude pour répartir les hausses et les baisses de leurs coûts de production. Cette politique de régulation contractuelle reposait sur des engagements réciproques entre l'État et les entreprises. Ces dernières pouvaient ainsi procéder à certaines hausses des prix en contrepartie d'engagements sur leur politique de formation professionnelle ou d'investissement. L'État pouvait de même faire bénéficier les entreprises qui limitaient les hausses de prix d'allègements de charges ou de réductions d'impôts. Le blocage des prix fut cependant rétabli.

Mais, dans le cadre de l'orientation libérale de la politique économique de l'État elle est initiée une politique de libération des prix. Les prix se fixent librement sur les marchés sans intervention de l'État. Cette politique de déréglementation est sous contrôle de l'Etat et le marché ne peut plus régler seul son fonctionnement. Il a besoin de l'intervention de l'Etat⁴².

⁴⁰ Karl MARX (1818-1883) : Economiste de type marxiste, économie en tant que science sociale.

⁴¹ Voir Karl MARX, TRAVAIL, SALAIRE ET CAPITAL, 1849, Editions sociales et internationales, 1931, traduction française en 1891, 33p, p25, disponible sur www.communisme-bolchevisme.net visité le 01/02/2019 à 20 : 30.

⁴² Intervention de l'Etat : Keynésianisme.

I.2.1.2 Le chômage

Etymologiquement, le terme chômage vient du latin caumare, se reposer pendant la chaleur, venant du grec kauma, chaleur brûlante. Le chômage est la situation d'une personne qui, souhaitant travailler et ayant la capacité de le faire, se trouve sans emploi malgré ses recherches. Le chômage se présente sur le marché de travail qui est le marché où s'échange une offre de travail des ménages et des salariés et une demande de travail des entrepreneurs et où se situe les niveaux d'équilibre.

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active or la population active est l'ensemble des individus exerçant ou déclarant cherché à exercer une activité rémunérée. Le taux de chômage fait partie des indicateurs importants pour apprécier le développement économique d'un pays. Le taux d'emploi se définit le rapport du nombre de personnes occupant un emploi sur la population totale en âge de travailler. Il peut être faible dans les pays en développement et fort dans les pays développés. Cette situation représente généralement le contraste Nord-Sud.

Du point de vue économique, le chômage est interprété comme la résultante d'un déséquilibre entre l'offre par les entreprises et la demande par les ménages sur le marché de travail. On trouve plusieurs formes de chômage qui peuvent être distinguées :

★ Le chômage frictionnel

Il est dû à la faible circulation des informations et la lenteur des ajustements. Il résulte de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Lorsqu'un travailleur cherche un emploi, à sa sortie du système éducatif, à la suite d'une démission ou d'un licenciement, il reste un certain temps au chômage avant de trouver ou de choisir un emploi. Le chômage frictionnel est donc le fait qu'il existe un décalage entre le moment où l'entreprise cherche à embaucher et l'embauche du travailleur.

★ Le chômage saisonnier

C'est un chômage qui varie suivant les saisons, cela est présent dans le domaine de l'agriculture, tourisme, bâtiment. Ce chômage concerne certaines branches professionnelles dont l'activité varie sensiblement selon les périodes de l'année.

★ Le chômage conjoncturel ou keynésien

Ce chômage est un chômage temporaire c'est-à-dire à court terme, lié à une baisse ponctuelle de l'activité économique. Il est dû à la conjoncture défavorable de l'économie c'est-à-dire une récession économique. Il correspond à un ralentissement de l'activité économique provoquant une réduction temporaire des besoins de main d'œuvre dans l'économie.

★ Le chômage technique

Il découle de l'impossibilité pour d'autres secteurs d'activité ou d'autres entreprises de fournir les éléments nécessaires à la fabrication de ses produits.

Le chômage structurel

Il est l'absence durable d'emplois sur le marché de travail à cause des mutations technologiques et des évolutions importantes de l'activité économique. Il est lié à des changements de structures économiques dans un pays provoquant une inadéquation qualitative entre l'offre et la demande de travail. L'évolution de la qualification due aux évolutions techniques conduit à rendre inemployable une partie de la population active qui ne trouve plus d'emplois correspondant à ses qualifications. Il est dû à des difficultés ou des changements structurels de l'économie. Il peut être dû au fonctionnement inefficace du marché de travail.

Le taux de chômage structurel⁴³ d'une économie est le taux de chômage d'équilibre, qui est atteint lorsque l'économie arrive à son niveau d'équilibre⁴⁴.

Pour un grand nombre d'économistes néoclassiques, le travail est une marchandise comme les autres. Ainsi, le marché sur lequel il s'échange présente les mêmes caractéristiques qu'un marché de biens et services. L'offre de travail est croissante du salaire réel, la demande de travail est décroissante du salaire réel.

Pour John Maynard KEYNES, le chômage résulte essentiellement d'une insuffisance de la demande effective dans l'économie. Cette demande trop faible engendre une faible production de la part des entreprises (qui doivent satisfaire un nombre restreint de consommateurs) qui, de fait, embauchent peu. Les keynésiens sont donc, à l'inverse des

⁴³ Taux de chômage structurel sur fr.wikipedia.org visité le 09/10/2018 à 15 :07.

⁴⁴ Niveau d'équilibre : dans la situation où il n'y a pas de surproduction ni de sous-production.

Néoclassiques, favorables à une augmentation des salaires : ils envisagent le salaire avant tout comme un revenu pour le consommateur, et non comme un coût pour l'entreprise. Les Keynésiens exigent l'intervention de l'Etat qui est très importante dans un système économique. L'Etat a un rôle à jouer, et celui-ci peut être double :

- il peut stimuler directement la demande effective, en effectuant des dépenses publiques (ex : construction d'infrastructures publiques, écoles, hôpitaux...). Ainsi, un Etat qui, par exemple, construit une école, fait appel à diverses entreprises privées (dans le domaine du bâtiment notamment). La production de ces dernières est stimulée, ce qui les mène à embaucher,
- il peut également augmenter la demande effective de façon indirecte, en augmentant certains revenus (salaire minimum, allocations chômage, etc.). Cette hausse aura un impact positif sur la consommation, une des deux composantes du niveau global de demande effective.

On voit bien que les analyses néoclassique et keynésienne sont fondamentalement opposées : ce que les néoclassiques perçoivent comme des rigidités facteurs de chômage sont, pour les keynésiens, des mesures au contraire favorables à l'emploi.

Dans une logique keynésienne, les mesures adoptées cherchent à stimuler la demande anticipée des entreprises, donc de les inciter à embaucher pour répondre à cette demande. La relance économique passe par la politique budgétaire (création d'un déficit public pour stimuler la consommation privée ou publique) ou par la politique monétaire (accroissement de la masse monétaire). De telles politiques ne sont efficaces que lorsque le chômage dérive d'une insuffisance de la demande globale.

Le niveau de l'emploi ne se détermine pas sur le marché de travail comme les néoclassiques le sous-tendent mais sur le marché des biens et services. Si l'offre globale égalise toujours la demande globale, la demande effective peut se révéler suffisante pour assurer le plein-emploi : il s'agit d'une situation d'équilibre de plein-emploi. Cependant, la demande effective est composée à partir de l'anticipation par les entrepreneurs d'un niveau de demande de bien de consommation et de bien d'équipement. Cette demande effective crée une offre effective. Mais il y a peu de chance que l'offre effective résultant des anticipations des entrepreneurs corresponde exactement au niveau réel de la demande. D'où, quand les entrepreneurs prévoient une demande effective insuffisante, l'économie présente une situation de sous-emploi.

Les politiques de l'emploi peuvent attribuer à la réduction du taux de chômage et lutter contre le sous-emploi. Elles sont l'ensemble des mesures mises en œuvre par les administrations publiques dans le but d'accroître l'emploi (augmentation du taux d'emploi de la population en âge de travailler) et de réduire le chômage (recherche du « plein-emploi »)⁴⁵. Les objectifs fondamentaux de ses politiques d'emploi sont les suivants : encourager la création d'un grand nombre d'emplois pour la lutte contre le chômage massif de la majorité de la population active qui n'ont pas d'emploi, favoriser l'insertion des chômeurs de longue durée pour que les travailleurs possèdent des emplois réguliers et durables, améliorer la gouvernance du marché de travail en mettant en place les outils et les mécanismes nécessaires pour une bonne gestion du marché de l'emploi.

*Les politiques de lutte contre le chômage*⁴⁶ proprement dites forment un ensemble complexe de mesures, en réponse à la montée du chômage et aux phénomènes qui l'ont accompagnée (augmentation des licenciements économiques, allongement de la durée moyenne du chômage, accroissement des difficultés d'insertion des jeunes dans la vie active...). La caractérisation du chômage comme résultant d'un déséquilibre du marché de travail (excès de l'offre de travail sur la demande) permet de dresser une typologie des politiques mises en œuvre en termes d'intervention des pouvoirs publics visant à lutter contre ce déséquilibre.

Ces interventions portent sur l'offre de travail des individus par des actions ciblées sur des populations particulières : jeunes, femmes, chômeurs de longue durée, étrangers, chômeurs âgés... Elles portent également sur la demande de travail des entreprises par des mesures visant en particulier à faire baisser les coûts salariaux. Elles se traduisent par deux principaux de politique. Les politiques passives agissent principalement sur les conséquences sociales du chômage en aidant financièrement les chômeurs ou en cherchant à résorber le déséquilibre du marché de travail par l'incitation au retrait du marché de travail de certaines populations. Les politiques actives cherchent à réduire le déséquilibre en élevant le niveau de l'emploi global (incitations financières à la création d'emplois par les entreprises...) et en cherchant à réaliser une meilleure adéquation entre les emplois effectivement offerts par les entreprises et les autres employeurs et les offres de travail des individus à la recherche d'un emploi (ensemble des dispositifs de formation, ...).

⁴⁵ Politique d'emploi : disponible sur www.wikipédia.org visité le 17/10/2018 à 17 :47

⁴⁶ Voir Gilles RASSELET, *Économie contemporaine*, Tome 2, Les politiques économiques et sociales de l'État, Éditions du CNFPT, 2010, 614 p, p 481 sur les politiques d'emplois.

L'intervention de l'État en matière d'emploi ne se réduit cependant pas seulement à ces politiques de lutte contre le chômage. Elle englobe également l'ensemble de la réglementation qui organise le marché de travail et assure aux salariés la protection de certains droits, une réglementation dont on donnera un aperçu avant de s'intéresser plus spécifiquement aux politiques de lutte contre le chômage proprement dit. La promotion de l'emploi présente un double enjeu : l'enjeu économique qui insiste sur le travail, moteur de croissance de l'économie et l'enjeu social sur l'emploi constitue le meilleur moyen pour les ménages d'avoir un revenu.

I.2.2 Les effets des déséquilibres

I.2.2.1 Les effets néfastes ayant un impact direct à la population

La population regroupe tous les secteurs institutionnels d'un pays. Elle est bénéficiaire de toutes actions et tous changements qui déroulent dans le système économique. Les déséquilibres contemporains tels que l'inflation et le chômage provoquent des impacts directs à la population.

L'inflation sur le marché des biens et services peut diminuer le pouvoir d'achat de la population puisque la hausse du prix est beaucoup plus élevée que la hausse du salaire des salariés alors qu'elle va affecter la production des entreprises. L'inflation provoque une sous-consommation ou une réduction des dépenses de consommation pour les ménages. Ces derniers diminuent ses dépenses en raison de cette hausse de prix non proportionnelle à la hausse de son salaire. Or cette sous-consommation est la cause d'une surproduction qui se manifeste par une crise et cette crise induit une faillite pour l'entreprise et un chômage pour les entrepreneurs.

La population active a besoin de travailler pour gagner sa vie et celle de sa famille. Mais si le taux de chômage est élevé, cela diminue la chance à obtenir de l'emploi. Mais il n'est pas seulement néfaste pour la population active mais ce chômage élevé est un sujet de préoccupation pour tout le monde même les gens qui ont un emploi.

Le chômage est un phénomène social ayant un effet néfaste à la société. On peut trouver des effets plus sociaux qu'économiques. Il peut entraîner des divorces, des difficultés scolaires des enfants, des troubles dépressifs et des risques suicidaires. Les entrepreneurs rationnels limitent l'offre de travail pour les ménages actifs qui ont besoin d'emploi pour

survivre et améliorer le niveau de vie. Les chômeurs deviennent de plus en plus nombreux et ils cherchent autres choses à faire pour satisfaire ses besoins fondamentaux prioritaires.

Le secteur informel, le business, les travaux domestiques, les travaux dans les mines, le marché ambulant sont généralement des travaux illégaux qui ne sont plus durables et viables pour ceux qui les pratiquent mais ils les font pour éviter de ne rien faire. Le chômage peut entraîner une différenciation selon les classes sociales c'est-à-dire les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres deviennent de plus en plus pauvres. (Voir annexe IV : La contribution du secteur informel au développement du pays)

Le chômage entraîne aussi des effets négatifs sur la propriété de l'entreprise privée. Il peut inhiber la création des entreprises dans l'esprit stratégique des nouveaux entrants dans l'entrepreneuriat. Or le taux de chômage élevé peut encourager les chômeurs à créer leurs propres entreprises. Cette situation peut entraîner une concurrence et certains entrepreneurs perdent ses activités et doivent sortir du marché. Ce comportement est influencé par la peur de perdre la garantie de garder le salaire à l'avenir. Mais de l'autre côté ce taux de chômage élevé décourage les gens qui veulent former leurs propres entreprises. Il est associé aux barrières à l'entrée au marché telles que le prix cher pour les mains d'œuvres non qualifiées, la qualification très élevée. Les entreprises ne peuvent entrer au marché à cause de ses barrières.

L'inflation peut apporter des impacts positifs dans la mesure où elle incite les entreprises à produire et à augmenter sa performance économique. A son côté, elle n'est plus positive dans le sens où les entreprises ne sont pas encore développées. Elle peut engendrer la faillite des entreprises qui se trouvent faibles face à la variation instantanée du prix du marché.

I.2.2.2 Les effets majeurs sur l'économie

La principale conséquence du chômage est la pauvreté, qui impacte directement la productivité économique du pays surtout les pays en développement. Le chômage massif peut diminuer les richesses nationales parce que le gouvernement doit fournir des subventions pour l'assurance-chômage. En outre la création d'emploi pour les chômeurs ne peut plus être réalisable qu'à long terme. Le taux de chômage ralentit le flux monétaire par le manque d'argent c'est-à-dire si la population n'a pas assez de revenu pour procurer les biens et services sur le marché la circulation de la monnaie devient faible dans l'économie et sa

croissance devient alors instable. La situation de chômage peut engendrer une réduction de salaires, car l'offre de travail des travailleurs est beaucoup plus nombreuse que l'offre d'emploi des entrepreneurs.

La réduction des salaires conduit à une diminution de la quantité de recouvrement de l'impôt sur le revenu. Elle peut diminuer donc la recette fiscale de l'Etat. La situation peut troubler les activités dans le plan d'action du gouvernement au pouvoir. D'où elle incite les autres partis politiques à organiser les grèves pour la lutte contre le gouvernement en place. Une crise va s'exploser dans le pays. Et ce n'est qu'un blocage du développement qui peut ralentir l'économie à se développer.

La montée du chômage peut être perçue comme l'expression d'un déséquilibre économique conjoncturel auquel les pouvoirs publics s'efforcèrent de répondre par des politiques économiques conjoncturelles. Le niveau du chômage influence fortement la consommation et donc l'économie d'un pays. En effet, un des principaux moteurs de l'économie est la consommation. La baisse de la consommation entraîne une baisse de la production des entreprises qui affecte directement la production nationale dans le PIB.

L'existence des déséquilibres non souhaitables rendent un grand service pour le gouvernement d'effectuer des politiques structurelles. Si on n'a plus assez de moyens à l'effectuer, on doit investir et puisque l'ajustement prend beaucoup de temps alors la situation peut favoriser un endettement qui a un impact négatif à l'économie d'un pays. Il peut entraîner une dépendance envers les pays étrangers et les organismes internationaux qui soutiennent le pays avec des aides ou des emprunts ou des coopérations mais parfois avec une contrepartie que le gouvernement ne peut refuser pour le maintien de son pouvoir et pour l'intérêt des minorités au pouvoir. La situation d'endettement massif et durable entraîne un surendettement et marque la faiblesse du gouvernement au pouvoir. Elle peut freiner le développement du pays.

II. ANALYSES EMPIRIQUES DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS PERSISTANTS AU NIVEAU DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES MALAGASY

II.1 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS

II.1.1 Comportement des principaux agents économiques malagasy

Chaque groupe socio-économique tient une contribution au développement de son pays. On étudie particulièrement les entrepreneurs privés, les salariés et les ménages. Ils n'ont plus les mêmes comportements d'agir dans l'économie et dans la société mais on trouve une dépendance ou une cohérence avec les changements des structures.

II.1.1.1 Comportement des entrepreneurs⁴⁷ privés

Le secteur privé joue un grand rôle dans la croissance économique qui devient le développement économique sur le long terme. Le secteur privé est un moteur du développement d'un pays, un capital naturel unique au monde et diversifié permet le développement de nombreuses filières: agriculture, élevage, pêche, industries extractives, tourisme etc.

Globalement, les opinions des entrepreneurs malagasy divergent quant aux perspectives d'évolution des entreprises des deux secteurs confondus tels le secteur public et le secteur privé. Certains pensent que l'environnement actuel est favorable au développement de leurs activités. Par contre, d'autres sont pessimistes et trouvent qu'il y a lieu d'améliorer ou de réviser les règles du jeu dans l'administration des affaires, ainsi que les pratiques et les comportements des différents acteurs au service des entreprises⁴⁸.

Les entrepreneurs privés rencontrent des problèmes comme le financement. La contrainte budgétaire et celle de l'insuffisance de financement constituent les principaux problèmes rencontrés. L'insuffisance de crédit alloué et le taux de régulation appliqué n'ont

⁴⁷ Entrepreneur : un entrepreneur est avant tout celui qui perçoit une opportunité de profit, autrement dit un échange mutuellement avantageux non encore exploité par les agents sur le marché (Kirzner 1973, 2005).

⁴⁸ Source INSTAT, Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar année 2005, Edition Avril 2006, Objectif : pour assurer le développement du secteur public à Madagascar, 165 p, 65 p.

pas permis de réaliser la totalité des projets prévus dans le programme dont certaines activités ont été donc reportées pour l'année suivante.

Des faiblesses et handicaps persistent, à savoir : la faiblesse de coordination entre groupements du secteur privé, la manque de concertation et de dialogue entre le public et le privé, l'administration publique pas assez sensible au développement du secteur privé⁴⁹ : la faiblesse de son rôle de facilitateur, la faiblesse de l'Etat de droit et de la gouvernance publique, le système judiciaire remis en question, la corruption, l'instabilité politique, l'insuffisance des infrastructures d'appuis et la faiblesse des différents facteurs de compétitivité : l'énergie, les infrastructures dont les routes, les ports, les aéroports..., le transfert technologique, le système financier, la protection sociale et la formation technique et professionnelle, la faible compétitivité des entreprises et l'absence de dynamisme économique à l'échelle régionale et/ou continentale : l'insuffisance d'acteurs de taille régionale et continentale, le faible tissu économique local inadapté aux grands projets,

Le secteur industriel est le moteur de l'économie. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui en raison de sa faible compétitivité, mesurée à travers sa part de contribution dans le PIB et dans l'exportation. Les contraintes sont liées aux conditions politiques, techniques, institutionnelles que connaît actuellement le pays. Le secteur informel devient trop important, erratique et sous bancarisé. Le climat des affaires n'est guère propice au dynamisme du secteur privé.

La majorité des entreprises à Madagascar ne sont pas concurrentielles ou survivent grâce à des barrières à l'entrée qui nuisent à l'expansion du secteur et à la création d'emplois. Plusieurs dysfonctionnements se sont aggravés à la suite de la crise politique, affectant la confiance des investisseurs, certains vont même jusqu'à annuler leurs contrats. Les obstacles majeurs incluent les contraintes réglementaires et institutionnelles de l'environnement des affaires ; les infrastructures peu développées ; les difficultés d'accès au foncier et au financement ; l'instabilité macroéconomique et les problèmes de gouvernance.

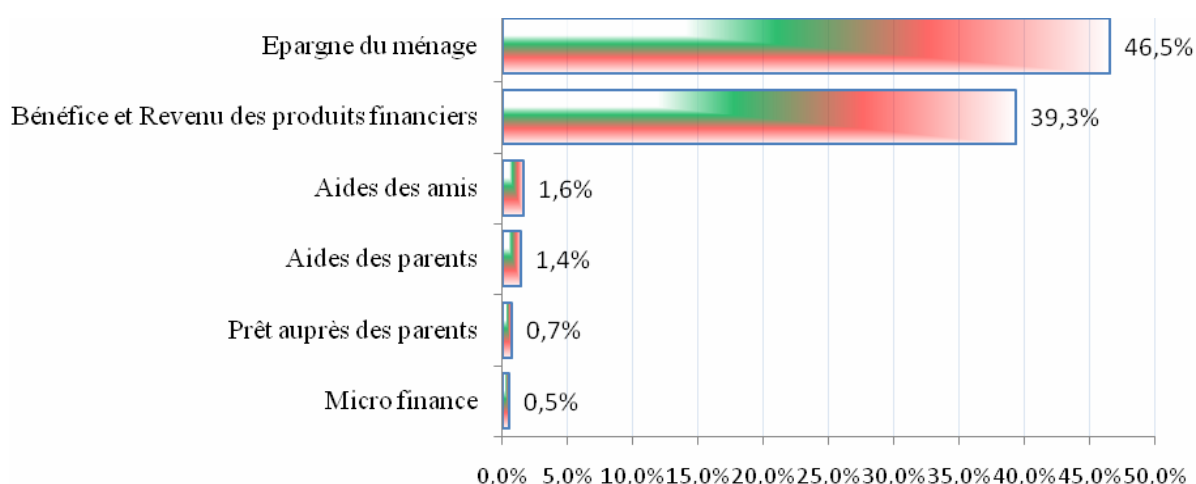
Il n'existe pas encore de stratégie de l'emploi inclusive à Madagascar, les autorités réagissant ponctuellement aux pressions sociales et économiques, avec par exemple des effets

⁴⁹ Réf Dr. Olivaniaina RAKOTO DAVID Maître de Conférences, Mention ECONOMIE, Fac. DEGS – UNIVERSITE D'ANTANANARIVO, Conférence intitulé dans quelle mesure le secteur privé a-t-il été associé à l'élaboration des politiques de développement économique de Madagascar? Mardi 24 octobre 2016 – ALLIANCE FRANCAISE Andavamamba ; FTHM : Madagascar a-t-il une vision de développement de son secteur privé dans ses documents de politique de développement économique?

d'annonce concernant les travaux publics à haute intensité de main d'œuvre. Cette défaillance nuit à l'émergence d'un emploi décent, et contribue à l'émergence de tensions entre une minorité de privilégiés (qui ont un travail décent et rémunérateur) et tous les autres.

Les entreprises non agricoles dépendent presque exclusivement de l'autofinancement, pour le développement de leurs activités. L'épargne propre du ménage se trouve au premier rang parmi les sources de financement, en termes de valeurs. Pour plus de 46,5% des cas, elle constitue la principale source de financement, aussi bien pour l'achat de nouveaux que pour le renouvellement des équipements et le fonds de roulement. Les autres sources de financement interne des entreprises non agricoles sont constituées essentiellement des bénéfices et de produits financiers reçus. Ceux-ci financent principalement plus de 39,3% des entreprises non agricoles selon les déclarations des ménages propriétaires⁵⁰.

Graphique 6 : Part de chaque source de financement pour les entreprises non agricoles



Source: INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, 117 p.

Le profit réalisé par les entreprises non agricoles ne dépend pas uniquement de la performance de l'entreprise mais également de l'environnement économique, social et politique. Le financement des activités de ces unités de production, en provenance des institutions formelles, demeure faible, voire inexistant dans certaines régions. Moins de 0,5%

⁵⁰ Voir INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, 115 p.

des entreprises non agricoles sont déclarées être financées principalement par les crédits formels⁵¹.

La crise économique se manifeste par un excédent de production c'est-à-dire du côté de l'offre. Au contraire, la crise n'est pas le fait d'une surproduction, mais un phénomène de sous-consommation : que le salarié reçoive une part plus grande des fruits de l'entreprise et toute la production sera absorbée. La situation à Madagascar justifie ce phénomène par la forte concurrence au niveau du marché local. La population malagasy a un faible pouvoir d'achat et ne peut plus consommer régulièrement la production locale. Elle décide de procurer les produits importés à faible et bas prix comme les produits alimentaires, les friperies, les appareils électroniques, ... Les entrepreneurs privés face à cette situation cherchent des débouchés à l'extérieur et dépensent trop pour l'exportation. Le coût d'exportation est assez lourd pour l'entreprise, elle doit réduire la quantité à exporter alors que son activité ne soit plus rentable. Ce n'est pas bon pour le fonctionnement de l'entreprise qui impacte négativement l'économie dans son développement.

A son côté la crise est d'origine monétaire : à certaines époques, la quantité de monnaie est demeurée stable ou la valeur de la monnaie peut se déprécier, en face d'une production, et la baisse des prix. Comme ce qui se passe en 2014, *la monnaie malagasy Ariary s'est fortement dépréciée par rapport au Dollar américain tout au long de l'année 2014. En effet, le cours du dollar américain est passé de 2269,22 Ariary au mois de Janvier à 2587,53 Ariary à la fin de l'année, soit un taux de dépréciation de 14%. Par contre, l'euro a commencé à se déprécier par rapport à l'Ariary depuis le mois de septembre 2014 après avoir atteint un pic de 3279,9 Ariary le mois précédent*⁵². La dépréciation de la monnaie locale peut affecter l'entrepreneur dans son activité et peut déranger la planification de l'avenir ainsi que troubler la survie de l'entreprise. C'est aussi une crise qui peut fortement conduire l'entreprise à une faillite totale.

⁵¹ Réf in INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, 118 p.

⁵² Voir INSTAT, Ministère de l'Economie et de la Planification, Secrétariat Général Direction Générale de l'Economie, Direction des Études et de la Modélisation Économiques, RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2014 – 2015, Décembre 2015, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, p 153, p 48.

II.1.1.2 Comportement des salariés et des ménages

Certains aspects du comportement de consommation des salariés ont une influence sur l'économie. Le comportement d'achat des salariés concerne l'affectation de certaines recettes à certaines dépenses et les motifs de choix de fournisseur. Le ménage des salariés malagasy se caractérise par la gestion féminine du budget et la prépondérance de la femme (*En 2012, un quart des ménages sont dirigés par des femmes (20,5 %)*⁵³. Les parties régulières du revenu salarial sont affectées en priorité aux dépenses alimentaires et à la première nécessité.

Tableau 2: Caractéristiques des ménages gérés par des femmes selon le milieu de résidence

	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
Proportion de ménages dirigés par des femmes (%)	22,6	18,5	19,4
Proportion de la population vivant dans un ménage dirigé par une femme (%)	18,3	14,1	15,0
Nombre moyen d'individus par ménage			
Ménages dirigés par des hommes	4,7	5,2	5,1
Ménages dirigés par des femmes	3,6	3,8	7,8
Age moyen du chef de ménage			
Homme	41,5	41	41,1
Femme	46	45,7	45,7
Ensemble	42,5	41,9	42

Source : INSTAT/DSM/EPM2010, INSTAT Madagascar, ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 372 p, p 44.

⁵³ Source : INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché du travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p 7.

Ce tableau montre que les ménages malagasy sont dirigés dans un grand nombre par les femmes. Elles sont considérées un chef de famille. La prépondérance féminine existe à Madagascar qui est aussi la suite de la domination en nombre de la population féminine.

Le comportement des Malagasy est lié à la tradition et à la coutume. Dans les sociétés rurales, toutes activités économiques et sociales sont soumises à un rite. Il y a un lien étroit entre l'homme et la nature. Pour les Malagasy, l'acte économique a une place secondaire car le temps consacré aux activités traditionnelles a de la supériorité que celui des activités productivistes. Son comportement est dit atypique. Ils dépensent la grande part de leur richesse pour une célébration ou une fête. Pourtant, l'absence de la priorité donnée à l'activité économique par rapport à l'activité symbolique s'exprime dans une logique d'économie affective fondée sur les liens de parenté, de religion, des coutumes, du respect des normes et des règles. Ce ne sont que des facteurs empêchant leur développement.

Les Malagasy sont influencés par les coutumes et les traditions ainsi que les activités symboliques comme les « famadihana » les « fora zaza » ... Ils épargnent plus pour les faire et dépensent une grande part de leur richesse. Ce n'est qu'un comportement atypique qui maximise la satisfaction pour une célébration passagère. Ils consacrent du temps et respectent les coutumes imposés par les ancêtres. Les Malagasy pensent que c'est à la recherche d'une bénédiction pour la vie. Cette situation empêche le développement et stagne l'économie de chaque ménage concerné conduisant à une situation de sous-développement.

La population malagasy a des logiques de minimiser de leur position sociale. Les producteurs appliquent la poly-activité, ainsi que les paysans ont un système productif fondé sur l'application des cultures extensives et avec diversification. Ils privilégient à la fois le court terme du marché et les investissements intergénérationnels en raison de leur incertitude et de la forte préférence pour le présent. La faiblesse de l'économie du pays est à l'origine d'une faible capacité productive et de la caractéristique de la société.

On considère les ménages agricoles qui ont son propre comportement dans son activité principale. Face à des progrès techniques, la plupart de la population malagasy ne veut appliquer que les systèmes productifs traditionnels comme pour la culture du riz : le « fafy parika » au lieu de faire les techniques proposées par les experts comme le « papriz » Or les systèmes des ancêtres ne sont plus valables pour leurs descendants. Les Malagasy n'ont plus une préférence pour le futur et le problème s'aggrave ; c'est que lorsque la population

augmente de temps en temps. On n'arrive plus à nourrir la population toute entière car la production est assez faible. Les systèmes et les techniques modernes sont délaissés surtout pour les agriculteurs et les petits exploitants dans les zones rurales. Cela affecte le développement du secteur agricole conduisant au ralentissement du développement du pays puisque la majorité de la population fait partie des agriculteurs dans les zones rurales et sans un développement rural on ne trouve jamais un développement pour Madagascar.

Tableau 3 : Répartition des ménages selon le Groupe Socio-Economique (GSE) de chef de ménage, et selon le milieu de résidence

GSE du chef de ménage : Unité : %	Urbain	Rural	Ensemble
Salariés	27,7	8,8	13,0
Indépendants	23,3	10,4	13,2
Chômeurs	3,8	1,0	1,6
Inactifs	4,6	1,8	2,4
Petits exploitants agricoles	26,8	51,1	47,3
Moyens exploitants agricoles	9,7	19,1	17,0
Grands exploitants agricoles	2,1	3,8	3,5
Pêcheurs	1,7	1,8	1,8
Autres	0,4	0,3	0,3
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, p80.

Les ménages des exploitants agricoles sont ceux dirigés par des chefs dont l'emploi principal est l'agriculture. Cette catégorie représente 67,8% de l'ensemble des ménages. On en remarque une proportion non négligeable même en milieu urbain, avec un pourcentage de 38,6%, soit avec dix points de plus par rapport à la part des ménages des salariés et des indépendants. En milieu rural, ils représentent près de 76,0% de l'ensemble des ménages⁵⁴.

Mais, étant donné que l'agriculture peut être pratiquée à titre secondaire par un membre quelconque d'un ménage, les « ménages agricoles », au sens large, sont constitués des ménages qui ont pratiqué l'agriculture en tant qu'activité principale, ou à titre secondaire, et cela, non seulement par le chef du ménage, mais aussi par d'autres membres du ménage. Les ménages agricoles, pris dans cette perspective, affiche une part élevée de 80,6% par rapport à l'ensemble des ménages. En milieu urbain, ce pourcentage se situe à 51,8% de l'ensemble des ménages urbains. Ce qui dénote l'importance des activités agricoles même en milieu urbain. En milieu rural, la proportion des ménages agricoles, ainsi définis, se situe à 88,7% de l'ensemble des ménages ruraux⁵⁵.

Si dans l'ensemble, les ménages des exploitants agricoles représentent 67,8% des ménages, et que le pourcentage atteint 80,6% pour les ménages qui ont pratiqué l'agriculture, l'on remarque que celui des ménages exerçant l'agriculture en termes de filet de sécurité est de l'ordre de 12,8%. Ce troisième type est agricole à titre secondaire, pour pouvoir soutenir ou accroître le niveau de consommation alimentaire ou le niveau de revenu⁵⁶.

II.1.2 Déséquilibre au niveau des principaux groupes socio-économiques

Les déséquilibres sont ceux qui caractérisent l'économie d'un pays. Une économie est dite structurellement et durablement déséquilibrée. Les déséquilibres qui deviennent très majeurs pour une économie et affectent les deux groupes socio-économiques tels que les entrepreneurs et les ménages sont la conséquence du faible taux d'emploi pour les

⁵⁴ Voir INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, p 79.

⁵⁵ Voir INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, p 81.

⁵⁶ Voir INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 378 p, p 81.

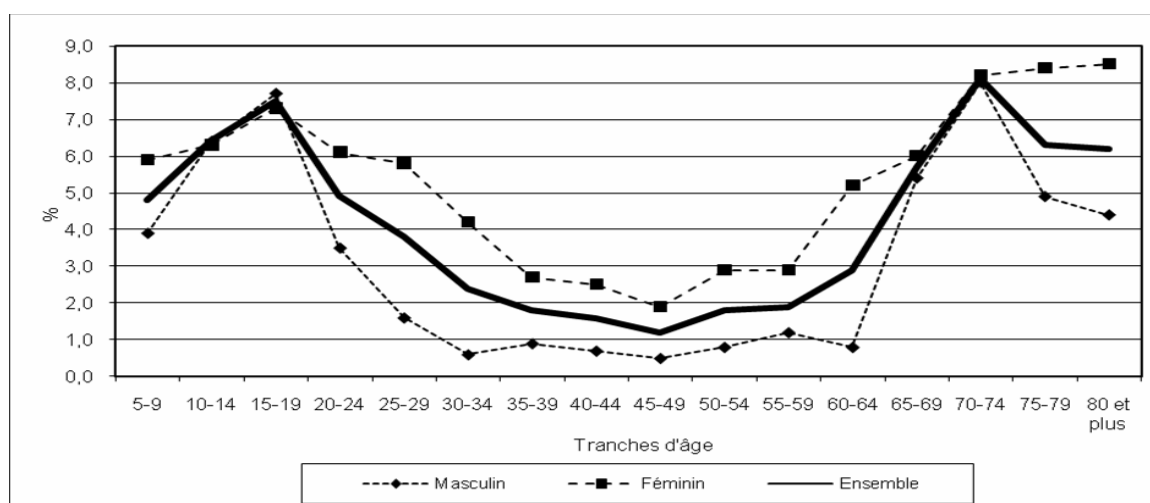
entrepreneurs et les ménages et la répartition inégale des revenus pour les ménages. Ses déséquilibres affectent tous les groupes socio-économiques d'un pays mais notre étude est limitée par ses deux groupes seulement. Or on est tous victime de sa persistance.

II.1.2.1 Conséquence du faible taux d'emploi

Le faible taux d'emploi est conséquent pour la population active qui veut travailler or les entrepreneurs limitent son offre d'emploi. L'entrepreneur dans son comportement prend en considération la rationalité économique Cette situation marque le sous-emploi à Madagascar et elle favorise la prolifération des secteurs informels se présentant le plus en villes, comme à Antananarivo⁵⁷. On peut voir partout surtout avant les fêtes. Les secteurs informels sont caractérisés par l'inexistence de protection sociale, les mauvaises conditions de travail, la précarité de l'emploi, l'absence d'une tenue de comptabilité, le non-paiement des taxes et la vulnérabilité des travailleurs. Le chômage est le facteur majeur qui favorise l'extension de ce secteur (voir tableau 7 sur le taux de chômage selon le genre, et selon les tranches d'âge). La population n'arrive plus à se nourrir, se loger, se vêtir, ...Elle ne peut satisfaire même les besoins fondamentaux à cause de ce faible taux d'emploi. Les femmes et les enfants sont victimes et effectuent des travaux informels comme les marchés ambulants, les business, les travaux dans les carrières... pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Cette situation n'est plus conforme au développement humain, elle montre un état médiocre de la situation économique et social du pays.

⁵⁷ Antananarivo : capitale de Madagascar et devient une province le plus peuplé du pays.

Graphique 7: Taux de chômage selon le genre, et selon les tranches d'âge



Source: INSTAT/DSM/EPM 2010, INSTAT Madagascar, ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 372 p, p 57.

La vulnérabilité par rapport au chômage est sensiblement différente entre les hommes et les femmes. Ces dernières en souffrent le plus. Le taux de chômage s'élève à 4,8% chez les femmes, contre seulement 2,9% chez les hommes. Le chômage varie fortement aussi avec la classe d'âges. Il affecte les âges aux deux extrémités de la vie. Ce sont les jeunes actifs de moins de 25 ans, et les seniors de plus de 65 ans, qui rencontrent les plus grandes difficultés à s'insérer dans le marché de travail, avec des taux de chômage respectifs de 5,9% et de 6,6%. Si l'on se limite aux individus légalement admis à exercer un emploi, soit ceux entre 15 à 64 ans, les jeunes urbains entre 15 à 24 ans sont les plus touchés par ce fléau, avec un taux de chômage supérieur à 14%. Ce résultat met en relief la forte tension au niveau du marché de travail, provoquée par un ralentissement des activités économiques lequel accorde la priorité aux actifs matures et expérimentés⁵⁸.

⁵⁸ Source : INSTAT Madagascar ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGES DE L'ANNEE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, 372 p, p 58.

Tableau 4 : La proportion d'emplois occupés dans l'administration publique par des femmes est deux fois moins importante que pour les hommes

Répartition des emplois par genre (en %) selon le secteur institutionnel en 2012						
Genre	Administration Publique	Entreprises Formelles	Entreprises Informelles Hors Agriculture	Entreprises Informelles Agricoles	Entreprises Associatives	Total
Masculin (%)	3,4	4,2	14,6	77,1	0,8	100
Féminin (%)	1,6	3,5	21,4	73,1	0,4	100
Ensemble (%)	2,5	3,8	17,9	75,2	0,6	100

Source : INSTAT/DSM – PNUD – BIT IRD/DIAL – ENEMPSI 2012 – NOS PROPRES CALCULS, INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché de travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p38.

On trouve une forte présence des femmes dans le secteur informel hors agriculture. L'offre de travail féminin est importante dans le secteur informel hors agriculture : 21 % des emplois féminins contre 14 % des emplois masculins. L'emploi dans le secteur informel hors agriculture comprend les services domestiques aux ménages et les éventuelles activités qui entrent dans la catégorie des aides familiales (emplois généralement occupés par des femmes : les jeunes filles venant de la campagne font cette catégorie d'emploi qui est très remarquable en ville. Les parents travaillent régulièrement et ce sont les femmes qui occupent de leur maison et de ses enfants). Cette structure des emplois féminins est fréquente dans les pays en voie de développement où l'insertion des femmes sur le marché de travail est vivement encouragée. Les entreprises informelles agricoles mobilisent beaucoup plus de main-d'œuvre masculine que les entreprises informelles hors agriculture : c'est une situation généralement

observée dans la plupart des pays en voie de développement où les travaux agricoles nécessitent beaucoup plus une main d'œuvre masculine que féminine.⁵⁹

La majorité des travailleurs sont sous-employés et ils sont forcément destinés à faire des travaux informels qui n'ont plus un effet plus positif pour l'économie du pays. L'existence des secteurs informels est aussi un facteur qui montre la persistance de ce déséquilibre en matière de d'emploi. Malgré la manque d'apprentissage et de formation professionnelle, la population active ne peut plus surmonter les problèmes de la vie quotidienne. Or la majorité de la population est composée des incapables et des mineurs. La recrudescence du secteur informel ne fait qu'accentuer les problèmes du travail puisqu'à défaut les petits métiers gagnent du terrain. Une grande majorité des travailleurs sont donc sous employés. L'accroissement sans cesse du secteur informel témoigne alors ce déséquilibre structurel qui n'est plus juste dans le but d'améliorer l'équité sociale et la qualité de vie de la population malagasy. Les ménages malagasy ne peut plus favoriser son activité de consommation même de production pour les entreprises individuelles à cause de ce déséquilibre qui inhibe dans son ensemble le développement du pays.

Le tableau 5 ci-après insiste sur la structure des emplois (en %) par milieu de résidence et le secteur institutionnel en 2012. En 2012, 9 emplois sur 10 se trouvent dans le secteur informel dont 75 % dans les entreprises informelles agricoles. Ces entreprises informelles sont constituées des individus qui travaillent à leur propre compte et exercent des emplois précaires. Le milieu rural demeure et reste le milieu le plus touché par le marché informel : selon l'enquête périodique auprès des ménages (EPM 2010), 80 % des malgaches vivent de l'agriculture. Le secteur public et les entreprises associatives sont les moins pourvoyeurs d'emplois (respectivement 2,5 % et 0,6 %)⁶⁰. La structure des emplois semble peu changée : depuis 2010, les emplois créés dans les administrations publiques augmentent de 0,1 point. Ainsi, l'accès au secteur public reste difficile compte tenu des étapes et procédures à respecter (concours aux différents postes administratifs).

⁵⁹ Source : INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché du travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p 37.

⁶⁰ INSTAT/DSM – PNUD – BIT IRD/DIAL – ENEMPSI 2012 – NOS PROPRES CALCULS, INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché de travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p 38.

Tableau 5 : Structure des emplois (en %) par milieu de résidence et le secteur institutionnel en 2012

Structure des emplois (en %) par milieu de résidence et le secteur institutionnel en 2012						
Milieu	Administration Publique	Entreprises Formelles	Entreprises informelles Hors Agriculture	Entreprises Informelles Agricoles	Entreprises Associatives	Total
Urbain (%)	6,3	11,2	36,7	44,6	1,2	100
Rural (%)	1,6	1,9	13,1	83	0,4	100

Source : INSTAT/DSM – PNUD – BIT IRD/DIAL – ENEMPSI 2012 – NOS PROPRES CALCULS, INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L’EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché de travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p 36.

❖ Remarque importante :

La proportion des emplois créés dans le secteur informel hors agriculture est la plus élevée dans les régions d’Analamanga et de DIANA (respectivement 40,8% et 29%). Ces deux régions ont d’énormes potentialités en matière de ressources humaines (capital humain et main d’œuvre), de ressources financières (présence massive de diverses institutions financières telles que les banques et les micro-finances) et administratives. C’est également dans ces mêmes régions que la création d’emploi dans le secteur formel est la plus importante (14 %)⁶¹.

Même si l’Etat fixe le salaire minimum d’embauche, aussi il corrige les revenus distribués aux ménages salariés, le coût de la vie augmente, les prix ne cessent d’augmenter, et en même temps la hausse du salaire reste rigide et le taux d’emploi reste faible. Les politiques de l’Etat n’arrivent plus à résoudre les problèmes majeurs surtout l’inflation et le

⁶¹ Source : INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L’EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché du travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, 88 p, p 36.

chômage massifs. Cette situation s'aggrave et diminue la croissance économique du pays. Comme elle est liée au développement, on a des impacts au bien-être de la population. Des crises apparaissent et accentuent de temps en temps, le gouvernement au pouvoir considère comme nulle cette situation et elle s'endure alors que le pays règne dans la pauvreté. Cette pauvreté ne peut être éradiquée et elle peut arrêter durablement le développement du pays.

II.1.2.2 Répartition inégale des revenus

L'inégale répartition des revenus entre les unités institutionnelles est un des déséquilibres structurels qui affectent surtout les ménages. Le problème de redistribution est une cause majeure de ce déséquilibre. Suite à la sous-scolarisation, les systèmes de formation professionnelle et de protection sociale ne concernent qu'une faible partie de la population malagasy. Cette inégale répartition des revenus ont des significations très différentes selon les catégories sociales. La disparition des classes moyennes montre l'écart des revenus et différencie le niveau de vie de la population. On trouve également l'émergence des classes riches mais les pauvres restent toujours dans son état et deviennent encore plus pauvres. Un monopole marque la façon de partager le revenu entre les unités institutionnelles. La classe minoritaire emploie la classe pauvre dans la recherche de son bénéfice et son intérêt qui provoque une injustice sociale. Le faible taux d'emploi à Madagascar est alors un facteur du sous-développement c'est-à-dire il ralentit le développement du pays.

Le problème de redistribution des revenus suffit de savoir que l'Etat malagasy n'arrive plus à résoudre les problèmes socio-économiques. L'assurance-chômage et la protection sociale sont encore rares voire absentes dans les domaines de travail surtout dans le secteur informel. L'arbitrage entre le salariat et l'informel reste en question. La pauvreté est causée par le dysfonctionnement de l'économie plus précisément la défaillance de l'Etat. Cette situation inadéquate provoque des problèmes majeurs ainsi que des crises socio-économiques. Même si l'Etat intervient dans l'économie, son rôle est très réduit et constitue un blocage du développement.

Cette redistribution inégale et inéquitable se présente sous différentes formes à cause d'une inégalité sociale et aussi de la hiérarchisation des travaux. Les revenus perçus connaissent un écart et différencie le niveau de vie des différentes catégories sociales. Les travaux ayant besoin de force sont moins payants que ceux qui ont besoin d'une formation professionnelle et des mains d'œuvres plus qualifiées. Le salaire perçu « isanandro » par les

salariés chaque jour n'est que de 4000Ar dans les campagnes ; or les travailleurs ne trouvent plus régulièrement du travail à faire tous les jours. Son salaire n'est plus égal au salaire minimum d'embauche à Madagascar. Cette situation marque un déséquilibre que l'Etat doit entrer en jeu pour corriger les écarts dans toutes ses actions qu'il doit favoriser dans le but de chercher l'intérêt général du peuple non seulement la minorité.

II.2 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES DESEQUILIBRES STRUCTURELS

II.2.1 Les impacts de l'existence des déséquilibres structurels

Suite à la manifestation des déséquilibres structurels au niveau des groupes socio-économiques, ses déséquilibres n'apportent que des impacts négatifs qui empêchent les initiatives de développement d'un pays. Ils affectent les comportements des entrepreneurs et des ménages, l'économie dans son ensemble et la majorité de la population.

II.2.1.1 Les impacts sur les entrepreneurs et les ménages

L'existence de ses déséquilibres peut influencer les deux principaux groupes socio-économiques. Il entraîne non seulement des impacts négatifs mais aussi des impacts plus positifs qui peuvent modifier le comportement des groupes.

La répartition inégale du revenu peut entraîner des inégalités sociales, des exclusions sociales, des troubles sociaux, des grèves, ... dans la société. Le faible taux d'emploi peut dégrader les conditions de vie des ménages. Le faible revenu procuré par les ménages peu scolarisés est lié à un emploi précaire dans des mauvaises conditions leur procurant qu'un faible salaire parfois insuffisant. L'inflation des prix sur le marché des biens et services, plus rapide et plus fréquente que la hausse des salaires, ne fait qu'aggraver la situation. Les inégalités sociales deviennent de plus en plus importantes et font aggraver l'état médiocre de population défavorisée. Cette dernière qui n'est pas aisée, vue la multitude de facteurs qui peuvent contribuer à dégrader leur condition comme ces déséquilibres. Les ménages malagasy sont touchés par l'inégalité verticale sur la répartition de l'ensemble des revenus et des richesses de l'économie du pays.

Les entrepreneurs sont aussi influencés par l'impact de la persistance de ses déséquilibres dans le long terme. Ils peuvent affecter l'état futur de son entreprise. Face à ses déséquilibres, le problème d'insécurité est soulevé sous toutes ses formes⁶² :

⁶² Réf in MICDSP, Secteur privé : le problème d'insécurité sous toutes ses formes soulevés, Rédaction MIDI MADAGASCAR DU 31/10/2018 disponible sur le site www.midi-madagascar.mg visité le 30/12/2018 à 12 : 45.

*la corruption qui est principalement une source d'inégalité surtout dans le secteur privé entre les entreprises elles-mêmes, elle réduit la performance économique à cause d'un énorme coût d'investissement, elle entrave le système fiscal, elle conduit à une situation d'incertitude et à la vulnérabilité des entreprises*⁶³.

*La pénurie des ressources est aussi importante surtout les ressources humaines dans le domaine TIC. La concurrence est rude surtout venant de l'étranger suite à des recrutements massifs qui peuvent détruire les industries naissantes qui sont en train de se structurer à notre pays*⁶⁴. Le manque des ressources, plus précisément les finances, est un des facteurs expliquant aussi l'échec des plusieurs entrepreneurs. Mais aussi le manque de connaissance du secteur choisi fait partie de ses facteurs d'échecs pour faire évaluer l'affaire.

*Le dialogue public-privé n'est plus régulièrement fait à cause des changements de structures imprévus ou non dans l'économie. Ce dialogue public-privé qui n'est pas encore bien introduit dans l'économie malagasy. Les aspirations du secteur privé ne sont plus encore prises en compte de manière effective dans les politiques de développement économique de notre pays*⁶⁵.

II.2.1.2 Les impacts sur le développement du pays

Les déséquilibres structurels qui persistent dans l'économie d'un pays engendrent des impacts majeurs. Ils peuvent inhiber le développement économique et social du pays.

Le déséquilibre du marché de travail fait partie des problèmes fondamentaux pour un pays ayant une population qui grossit sans cesse. Ce déséquilibre est celui de l'insuffisance d'offre de travail des entrepreneurs. L'augmentation du nombre des chômeurs ne correspond pas non seulement à un manque de travail mais à un impact négatif pour l'économie. Elle diminue la productivité nationale ainsi que la consommation des ménages qui contribue généralement au développement des activités productives. La situation de sous-

⁶³ Réf conférence du 26/10/18 intitulé La gouvernance et le secteur public, par l'intervention de l'économiste malagasy Olivaniaina RAKOTO DAVID, lieu : grand amphi DEGS Akatso.

⁶⁴ Comme Le Président du GOTICOM Iharizaka RAHAINGO affirme dans son intervention pendant la rencontre de tous les membres du secteur privé le 29/10/2018 à l'Hôtel Carlton avec le Ministre de l'industrie Guy Rivo Randrianarisoa, disponible sur le site www.midimadagascar.mg visité le 30/12/2018 à 12 : 45.

⁶⁵ Thème exposé lors de la Conférence DANS QUELLE MESURE LE SECTEUR PRIVE A-T-IL ÉTÉ ASSOCIÉ À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR? Par Dr. Olivaniaina RAKOTO DAVID Maître de Conférences, Département ECONOMIE Fac. DEGS – UNIVERSITE D'ANTANANARIVO, le Mardi 24 octobre 2016 – ALLIANCE FRANCAISE Andavamamba – FTHM.

développement à Madagascar est considérée comme une part de l'effet des déséquilibres structurels persistants.

Les déséquilibres structurels persistants provoquent un impact réel au dynamisme économique et au niveau de vie des pauvres. Sa persistance dégrade la situation des pauvres dans les PED comme Madagascar. Elle ne fait qu'accentuer la pauvreté existante dans le pays. Les PED sont donc considérés comme des pays pauvres. L'appauvrissement latent, le chômage et le sous-emploi qui sévissent⁶⁶ dans la société font naître une inquiétude réelle que les impacts du changement climatique et de l'insécurité humaine (personnes, biens et services, droits, accès) ne font que renforcer⁶⁷.

Madagascar ne peut avoir de la réussite dans l'effort visant à rétablir une situation économique saine qui ne sera pas possible qu'en exploitant les expériences nationales et en mettant en œuvre des réformes adéquates⁶⁸. Les entrepreneurs malagasy ne peuvent plus s'adapter à l'environnement des affaires que l'on ne peut plus changer par eux-mêmes, cela n'implique plus le développement de l'entrepreneuriat et notre secteur privé qui contribue également au développement du pays. Les comportements des entrepreneurs peuvent donc freiner le développement suite à l'existence des déséquilibres structurels facteurs de blocage du développement d'un pays comme le nôtre.

II.2.2 Proposition des mesures de normalisation des déséquilibres

La normalisation des déséquilibres exige l'intervention de l'Etat et le secteur privé. Ces derniers peuvent contribuer à la normalisation de ses déséquilibres pour le développement du pays. L'Etat tient son grand rôle dans le but de corriger les déséquilibres structurels persistants et le secteur privé en collaboration avec le secteur public peut apporter des solutions durables pour faire face à ses déséquilibres en faisant recours au Partenariat Public Privé.

⁶⁶ Sévir : exercer des ravages.

⁶⁷ Réf in INSTAT Madagascar, Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan National de Développement (PND), 02 Avril 2015, 109 p, p 52.

⁶⁸ Réf in Séminaire du centre de développement, L'Afrique : réforme et croissance, OCDE, Paris, 2000, 210 p, p 190.

II.2.2.1 Intervention économique et sociale de l'Etat

La modernisation de l'Etat contribue à la transformation sociale qui réduit les inégalités dans la répartition des revenus et élargit la base sociale des couches moyennes⁶⁹ en voie de disparition dans la société malagasy. L'Etat peut introduire dans le fonctionnement du secteur privé par *l'élaboration des politiques fiscales, commerciales, monétaires, étrangères, d'investissement, ... qui soutiennent le secteur privé ou visent plutôt à promouvoir l'investissement étranger sans se soucier de ses conséquences négatives sur l'économie. Le secteur privé peuvent aussi recevoir suffisamment de soutien (protection ou subvention dans son activité) comme dans tous les pays développés ou émergents*⁷⁰. Le pays doit avoir une vision de développement de son secteur privé dans ses documents de politique de développement économique⁷¹ inspirés par le Président de la République et élaborés dans le but de satisfaire l'intérêt général de la population. L'intervention de l'Etat en est l'expression plus avancée et remplit des fonctions essentielles dans la mise en œuvre de la normalisation de ses déséquilibres.

Pour lutter contre ses déséquilibres structurels, l'Etat fournit un grand service grâce à certains rôles qu'il doit jouer dans l'économie et dans la société d'où l'intervention économique et sociale de l'Etat. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale l'Etat joue un rôle de plus en plus important dans l'économie d'un pays. Le but de l'Etat est la recherche du bien commun ou de l'intérêt général.

L'intervention économique et sociale de l'Etat dans l'économie et dans la société devient très importante lorsque le marché est défaillant. C'est à partir de l'ensemble des interventions de l'Etat qu'on peut résumer les objectifs d'une politique économique. L'Etat joue un très grand rôle qui est centré sur les trois grandes fonctions de Richard MUSGRAVE proposées en 1959 qu'on appelle la typologie de l'Etat.

⁶⁹ L'existence de la classe sociale moyenne exprime un développement dans un pays. La majorité de la population n'est plus riche ni pauvre mais elle appartient à la classe moyenne.

⁷⁰ Voir Rapport de Conférence DANS QUELLE MESURE LE SECTEUR PRIVE A-T-IL ÉTÉ ASSOCIÉ A L'ÉLABORATION

DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR? Par Dr. Olivaniaina RAKOTO DAVID Maître de Conférences, Département ECONOMIE Fac. DEGS – UNIVERSITE D'ANTANANARIVO, le Mardi 24 octobre 2016 – ALLIANCE FRANCAISE Andavamamba – FTHM.

⁷¹ Voir Rapport de Conférence DANS QUELLE MESURE LE SECTEUR PRIVE A-T-IL ÉTÉ ASSOCIÉ A L'ÉLABORATION

DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR? Par Dr. Olivaniaina RAKOTO DAVID Maître de Conférences, Département ECONOMIE Fac. DEGS – UNIVERSITE D'ANTANANARIVO, le Mardi 24 octobre 2016 – ALLIANCE FRANCAISE Andavamamba – FTHM.

➤ La fonction d'allocation des ressources

En matière de Finance Publique, le principe retenu est celui d'une réduction continue du déficit budgétaire permettant d'enrayer la progression de la part de la dette publique dans le PIB. Quant à la politique budgétaire, elle est capitalisée par une progression des dépenses publiques un peu moins rapide que celle du PIB et recherche la réduction du déficit public⁷².

Elle concerne la politique structurelle et présente l'Etat comme producteur. L'Etat doit modifier la répartition des ressources disponibles dans l'économie dans le but de satisfaire l'intérêt général. Le marché n'est pas efficace dans la production de biens collectifs ou publics⁷³. La production d'un bien collectif implique des coûts fixes que les entreprises privées n'auront pas intérêt à s'y engager puisque le risque de perte est élevé. Certains de ses biens sont pourtant essentiels, c'est l'Etat qui en assume le financement.

Des nombreuses activités économiques génèrent des externalités⁷⁴ ou effets externes. Certaines sont positives quand un agent bénéficie d'une action d'un autre sans supporter le coût, d'autres négatives quand un agent est pénalisé par l'action d'un autre sans obtenir de dédommagement. Puisque le marché est incapable de récompenser ceux qui génèrent des externalités positives et de sanctionner les producteurs d'externalités négatives, l'Etat intervient et agit de plusieurs formes :

- Favoriser les externalités positives en produisant directement des biens collectifs générant ces externalités positives comme l'éducation, les infrastructures routières, ..., en subventionnant les entreprises privées dans des secteurs tels que l'environnement et la culture.
- Limiter les externalités négatives, en rendant les activités qui les produisent plus coûteuses ; comme par exemple taxer lourdement les boissons alcooliques afin de maintenir la bonne santé⁷⁵ et la sécurité surtout dans les villes plus peuplées.

Cette action d'externalité de l'Etat pourra avoir des conséquences importantes sur l'économie du pays. La gestion des externalités illustre le grand objectif de la puissance publique qui est principalement la satisfaction de l'intérêt général.

⁷² Déficit public : la situation dans laquelle les recettes publiques sont inférieures aux dépenses publiques.

⁷³ Biens collectifs ou publics : biens accessibles à tous, dans condition, chacun utilise en quantité égale.

⁷⁴ Externalités : les effets que les activités d'une personne ou d'une entreprise ont sur d'autres, sans compensation. Disponible sur le site www.worldbank.org

⁷⁵ Plus de détails voir PROJET MAG/87/P01-MINESEB/UNESCO/FNUAP, L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie, CNAPMAD, Antananarivo, 1990, 215 p.

➤ La fonction de répartition ou redistribution

Elle englobe toutes les actions relatives à la redistribution des revenus qui affecte le plus le bien-être de la population de l'entreprise vers les ménages, l'Etat est dit redistributeur. Il doit lutter contre les grandes inégalités sociales et les risques de la vie⁷⁶ aussi atteindre la justice sociale en redistribuant des ressources spécifiques. La redistribution veut dire que quand une partie des revenus primaires (revenu du travail) est prélevée (impôts et cotisations sociales⁷⁷), pour être versée (prestations sociales⁷⁸) souhaitant ainsi corriger la première répartition afin d'assurer une bonne condition de vie pour la population. Les dépenses essentielles des Administrations de sécurité sociale sont les prestations sociales distribuées aux individus subissant un risque social.

La *redistribution verticale* est un principe de redistribution qui sert à diminuer en partie les inégalités des revenus et à promouvoir la justice sociale. L'Etat prélève des impôts, plus importants pour les revenus aisés ou sans charge familiale, et il redistribue une partie des richesses aux catégories sociales moins favorisées ou avec des charges familiales plus importantes, par le biais de prestations sociales.

La redistribution horizontale fait partie du principe de redistribution qui a pour mission de couvrir les risques sociaux quel que soit le niveau de revenu. Les prélèvements sociaux effectués sur les revenus des individus actifs permettent de financer les prestations versées en cas des risques sociaux. L'intervention de l'Etat en matière de redistribution est justifiée par l'insatisfaction quant à la distribution des revenus qui découle du libre fonctionnement des marchés. En effet, en l'absence de toute intervention étatique, la distribution des revenus découle de la distribution des individuelles et du système de prix.

On constate que la distribution des revenus peut être jugée injuste par la société qui refuse l'inégalité évoluant par la performance des différents groupes de ménage malagasy, par l'évaluation de la distribution toute entière et par la mesure de l'inégalité (*tendance à l'évolution de l'inégalité*⁷⁹). L'Etat peut alors intervenir pour modifier la distribution initiale des dotations individuelles par la mise en place d'un système d'impôt et de transfert. La

⁷⁶ Risques de vie : maladie, perte d'emploi, vieillesse, ...

⁷⁷ Impôts (prélèvements fiscaux payés par les agents économiques au profit des administrations publiques) et cotisations sociales (charges sociales) : recettes fiscales regroupant les prélèvements obligatoires

⁷⁸ Prestations sociales : revenus versés pour prendre en charge les dépenses liées aux risques sociaux comme le chômage, la maladie, la vieillesse, ...

⁷⁹ Réf in Jean RAZAFINDRAVONONA, David STIFEL, Stefano PATERNOSTRO, Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999, INSTAT, 2001, 97 p, p 33.

redistribution verticale permet donc d'augmenter fortement la consommation des ménages les plus pauvres. La baisse de l'inégalité exprime l'effet positif de la redistribution sur la pauvreté⁸⁰. Elle a donc un effet en matière de réduction, celui doit être accompagné d'une croissance des niveaux de consommation moyenne sinon la pauvreté restera très élevée. (Voir annexe V pour plus de détails sur la redistribution du revenu et la sécurité sociale)

➤ La fonction de stabilisateur économique ou fonction de régulation

Elle est nécessaire pour le maintien des grands équilibres, elle concerne la régulation conjoncturelle de l'activité économique, l'Etat s'appelle Etat régulateur qui tient son rôle capital dans son action directe sur les grands indicateurs de l'économie. Il peut influencer sur le niveau de l'activité économique lorsque le marché rencontre des difficultés à s'autoréguler pour la lutte contre les crises, c'est-à-dire pour ne pas être en faillite les entreprises et ne pas être en chômage les salariés. La fonction de stabilisation consiste pour la puissance publique à influencer sur le niveau de l'activité économique et sur des variables économiques essentielles (taux de chômage, taux d'inflation...). Le plein-emploi et la stabilité des prix ne vont pas de soi dans une économie de marchés mais doivent être guidées par la politique publique. En prenant la politique budgétaire par exemple, l'Etat va agir sur les dépenses et recettes pour agir sur l'activité économique.

En matière de travail, l'Etat peut influencer l'activité économique et l'emploi en instaurant des règles particulières, visant à favoriser la consommation ou l'emploi de certaines catégories d'individus. La régulation du marché de travail exige aussi un droit de travail pour réglementer, encadrer les relations entre les employeurs et leurs salariés afin de garantir à chacun le respect de ses droits et de ses engagements : durée légale du travail, salaire minimum, respect de la vie privée, pouvoir de direction de l'employeur, ...

II.2.2.2 Recours au Partenariat Public Privé (PPP)

Le PPP fait partie d'une politique cohérente de développement contrôlé des infrastructures nécessaires au développement du pays. Il peut contribuer en partie à la normalisation des déséquilibres persistants au niveau de l'économie et qui affectent les groupes socio-économiques. L'action du PPP peut développer le secteur privé en créant des entreprises ou inaugurant les entreprises existantes, en transférant de la technologie et de

⁸⁰ Voir Jean RAZAFINDRAVONONA, David STIFEL, Stefano PATERNOSTRO, Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999, INSTAT, 2001, 97 p, p 37.

compétence pour les entrepreneurs et en créant des emplois pour les ménages afin qu'ils puissent travailler et percevoir des revenus pour une amélioration de son niveau de vie.

Généralité sur le PPP

Un PPP est un contrat conclu entre le gouvernement et une société privée, en vertu duquel :

- La société privée finance, construit et exploite certains éléments d'un service public.
- La société privée est rémunérée sur plusieurs années, soit à travers des redevances versées par les usagers, soit par l'intermédiaire des versements acquittés par l'autorité publique, ou encore une combinaison des deux.

Le PPP reste un mode de gestion courant dans le monde, notamment dans les secteurs du transport, des services publics et des équipements collectifs. Les intérêts de ce mode de partenariat résident dans le financement hors budget pour le partenaire public, le taux de rentabilité élevé pour le partenaire privé, les délais de réalisation réduits des projets inscrits dans le cadre de ce mode de collaboration et dans la disponibilité et la qualité du service public fourni. Il est aussi à la nature de la relation public-privée qui est considéré comme une relation particulière.

Le recours aux PPP est une solution pertinente pour les pouvoirs publics dans leur souci de fournir à la population des services publics efficaces. On utilise les PPP pour dissimuler l'emprunt public tout en fournissant aux entreprises privées des garanties de profit à long terme accordées par l'État.

Les contrats qualifiés de partenariat public-privé peuvent prendre des formes différentes. On en distingue trois principales :

- ✓ L'entreprise privée fournit les services : opération⁸¹

L'institution publique achète des prestations à une entreprise privée, qui fournit par exemple des ressources techniques et de la main-d'œuvre en échange d'une redevance. Presque tous les droits et risques restent à l'institution publique. Une variante consiste à rendre la société privée responsable de l'exploitation et de la gestion. Elle accepte ainsi plus de responsabilités, mais aussi plus de risques dans la conduite des affaires et l'entretien des

⁸¹ Opération: le prestataire (le secteur privé) est financé par le secteur public.

installations par exemple. Sa rémunération dépend de la réalisation d'objectifs clairement définis.

✓ La gestion est déléguée à l'entreprise privée : délégation

La gestion d'une installation est confiée à un fournisseur privé, mais le partenaire public en conserve la propriété. La durée d'un tel contrat est en général un peu plus longue que dans le cas précédent. Le crédit-bail (ou «leasing») est un exemple de ce genre de contrat : l'exploitant privé assume la responsabilité de toutes les installations et de tous les collaborateurs, il facture ses services au consommateur final et recouvre les sommes dues. L'institution publique se charge de financer et de construire les nouvelles installations.

✓ Une autre variante est la concession

Le fournisseur privé est encore responsable du financement et de la construction des nouvelles installations. A la fin du partenariat, l'entité redevient la propriété de l'Etat. On utilise souvent des sigles du type Build Operate Transfer (BOT ou construction exploitation transfert⁸²) ou Design Build Operate Transfer (DBOT). Leur ampleur est la plupart du temps précisée à l'avance dans le contrat. Comme l'entreprise privée doit amortir ses nouveaux investissements, le contrat est établi en général à plus long terme (environ 20 ans).

✓ La construction et l'exploitation sont confiées à l'entreprise privée : privatisation totale

Le fournisseur privé est responsable de la construction et du début de l'exploitation de l'installation, laquelle reste, dans la plupart des cas propriété de l'institution publique. Le fournisseur privé assume les risques liés à la conception, à la construction et à l'exploitation de l'installation. La durée du contrat est calculée de sorte que l'entreprise privée puisse rentabiliser ses investissements. La rétrocession de l'installation à l'institution publique y prend également une place importante. L'entreprise privée est souvent chargée de former les collaborateurs de l'institution publique afin que ceux-ci soient capables de reprendre sans heurts l'exploitation à l'échéance du contrat (capacity building⁸³). Dans ce cas de privatisation totale on parle de Build Operate Own (BOO).

Le PPP à Madagascar

⁸² Voir Assemblée Nationale, Loi 2015-039 sur le PPP à Madagascar, Décembre 2015, Antananarivo, 27 p, p 6.

⁸³ Capacity building : capacité de construction

Pour Madagascar, on a déjà introduit le PPP. Les PPP ne sont pas tellement nouveaux à Madagascar. Beaucoup de projets PPP sont en cours dans plusieurs domaines tels dans les domaines aéroportuaire, portuaire, de l'énergie en particulier pour l'hydroélectrique. Un cadre juridique et institutionnel a été mis en place. Les projets en émergence sont effectivement portés par le secteur public. Le secteur public spécifie les besoins et le secteur privé s'occupe de la réalisation.

Pour compléter ses ressources financières et face à ses besoins croissants en matière d'infrastructures et de prestations de services publics, l'Etat souhaite disposer d'outils de financement additionnels et favoriser la contribution du secteur privé au développement, notamment en matière d'infrastructures et de logistique. L'Etat veut s'appuyer sur les compétences et ressources du secteur privé afin de réaliser les programmes sectoriels d'investissement public de l'Etat et d'améliorer la qualité de services publics fournis.

Avec la loi 2015-039 sur le PPP du Décembre 2015, deux décrets d'application ont été publiés en 2017 : un décret portant sur les procédures liées aux contrats et un autre portant sur le cadre institutionnel. Deux décrets complémentaires ayant trait aux contrats PPP de petite envergure sont publiés en 2018. La place du secteur privé est importante dans le processus de développement, notamment en matière de promotion d'investissements et de développement d'infrastructures structurantes. Une unité PPP a été mise en place et est opérationnelle afin d'optimiser les performances du secteur public tout en ayant des contrats équilibrés et réussis, soit gagnant-gagnant. Il s'agit d'un organe expert d'assistance à toutes personnes publiques sous tutelle du ministère auprès de la présidence en charge des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement, qui assiste l'exécution des contrats PPP⁸⁴.

Les autorités malagasy se sont également engagées à publier les modalités de tous les contrats PPP dans un délai d'un mois après leur signature sur le site du Ministère des Finances et du Budget. En outre, étant donné l'augmentation des garanties publiques à l'avenir ; il sera procédé à un bilan de toutes les garanties du secteur public. Un compte séquestre sera ailleurs créé auprès de la Banque Centrale pour commencer à provisionner ces garanties⁸⁵.

Le secteur d'activité des transports où le recours aux partenariats avec le privé est courant, aussi du projet d'électricité, du projet d'infrastructures, L'avantage procédural du

⁸⁴ Enjeu du PPP voir Assemblée Nationale, Loi 2015-039 sur le PPP à Madagascar, Décembre 2015, Antananarivo, 27 p, p 1.

⁸⁵ Contrats PPP voir Assemblée Nationale, Loi 2015-039 sur le PPP à Madagascar, Décembre 2015, Antananarivo, 27 p, p 1.

choix d'un contrat de partenariat résulte de l'étude préalable obligatoire qui l'a justifié et qui aboutit à comparer cette formule de projet aux formules d'achats plus classiques (marchés publics, délégations de service public lorsque l'objet du marché le permet, etc.). Les tenants et aboutissants sont à partir du « choix éclairé des pouvoirs publics » pleinement justifiés et deviendront pour les partenaires du projet un étalon de la performance à démontrer sur le moyen et long terme.

Le Contrat de Partenariat se caractérise par un partage des risques entre la personne publique cocontractante et les opérateurs privés. L'objectif est de faire porter le risque par le partenaire le plus à même de l'assumer. Le contrat de partenariat apporte une prévisibilité financière alliée à une contractualisation précise pour les différents partenaires. Pour se faire, les partenaires privés se regroupent au sein d'une société de projet qui portera uniquement le projet. Ce sera donc la société de projet qui conclura avec la personne publique et assurera la construction et la gestion de l'infrastructure.

Pour assurer la construction, la maintenance et l'exploitation du projet, la société de projet passera des contrats avec des constructeurs, des mainteneurs, des exploitants... Pour financer la construction, les partenaires privés investissent des fonds propres dans la société de projet, et dans une plus grande mesure la société de projet se financera par dette bancaire et/ou obligataire. Une fois l'équipement construit, la société de projet en assure la gestion (maintenance ou/et exploitation) à long terme contre le versement par le cocontractant public d'un loyer. Ce loyer permet à la société de projet de rembourser sa dette et de rémunérer ses actionnaires. Ce paiement régulier de la personne publique sur la durée du contrat est sujet à déduction en fonction de la performance ou de la disponibilité du bien.

Le recours à la formule du contrat de partenariat doit permettre à la personne publique de tirer profit des compétences du privé et d'une vitesse de réalisation du projet souvent supérieure. Ainsi, en intégrant dans une procédure unique des contrats normalement séparés et en se basant sur l'expertise du secteur privé, le contrat de partenariat doit permettre : le respect des délais et des coûts, des économies d'échelles, une meilleure gestion à terme de l'équipement avec des coûts de maintenance intégrés.

Le PPP est aussi introduit dans le domaine de la santé dont l'objectif est de procurer des investissements nécessaires au développement des systèmes de santé dans le pays et d'établir un système d'information au niveau des services de santé. Les partenariats avec le secteur privé peuvent améliorer l'utilisation des services de santé. Par exemple, une étude

réalisée en 2013 dans 27 pays à revenus faibles et intermédiaires sur l'efficacité des partenariats public-privé pour la santé maternelle et néonatale fournit des preuves encourageantes et significatives de l'impact global sur l'augmentation de l'utilisation des services de santé maternelle (Shehla Zaidi 2013)⁸⁶.

⁸⁶ Source : Bettina Brunner, Katie Baczewski, Emily Mangone, Jeanna Holtz, Virginie Combet, Ignacio Estevez, Ben Davis, ÉVALUATION DU SECTEUR PRIVE DE LA SANTE A MADAGASCAR, accord de coopération : AID-OAA-A-15-00067 Soumis à : Azzah Al-Rashid, Spécialiste des opérations, Bureau de la santé, de la population et de la nutrition (SPN), USAID Madagascar, Le projet vise à améliorer la qualité de l'ensemble du système de santé tout en éliminant les inégalités d'accès et en accélérant le progrès vers la couverture sanitaire universelle, 131p, p 30.

CONCLUSION

L'économie d'un pays est formée par son système économique qui ne peut pas être identique pour chacun des pays. L'analyse macroéconomique de la situation de déséquilibre structurel donne plus d'information utile pour une amélioration de la performance économique ainsi que pour le développement économique plus que social du pays. Le développement social concerne le bien être de la population et l'intérêt général des peuples, autre que le développement économique qui est lié à la croissance rapide et la modernisation de l'économie.

Les déséquilibres structurels se présentent au niveau de ses groupes socio-économiques. Ils affectent l'économie et perturbent l'harmonie sociale. Le secteur privé dans le but de maximiser son profit limite son offre d'emploi qui n'est pas bénéfique pour la population. Il ne pense pas à l'intérêt général mais à des activités qui peuvent répondre à ses intérêts. La politique d'entreprise n'est pas au service de la population. Elle est la cause du faible taux d'emploi ainsi que la répartition inégalitaire des revenus qui apportent des conséquences graves pour les salariés et sa famille et favorisent une condition défavorable à leur vie. . Un déséquilibre est né dans ce secteur d'où la conséquence du faible taux d'emploi. Les salariés et les ménages sont victimes de ce déséquilibre sur le marché de travail. La répartition inégalitaire des revenus au niveau des salariés ne sont pas en reste. Elle est très importante dans la recherche de l'équité sociale. Cette répartition dite inégalitaire ne laisse la hiérarchie sociale à se développer. Elle rend les riches à être plus riches encore et les pauvres à devenir plus pauvres. Elle fait disparaître la classe moyenne qui est un signe du développement d'un pays. C'est la situation à Madagascar. Les élites malgaches neutralisent l'ascension sociale⁸⁷ d'où le risque de basculer la hiérarchie sociale dans le pays. Ses déséquilibres est la cause de l'aggravation de la pauvreté au niveau de la population. Cette dernière ne peut pas contribuer au développement du pays même dans son activité de consommation ni dans son activité de production. La croissance démographique est aussi la cause et les problèmes liés à la condition de travail et la manque de qualification, d'expérience et de compétence.

Concernant la normalisation des déséquilibres structurels, deux mesures sont proposées et peuvent rendre efficiente la politique de développement de l'Etat constituée dans son plan d'action. Même si elles connaissent des risques et des inconvénients, on ne les

⁸⁷ Ascension sociale : la classe sociale pauvre monte vers la classe sociale moyenne, la classe moyenne monte vers la classe sociale riche et les riches deviennent encore plus riches.

considère plus mais on se concentre sur ses bienfaits et les avantages apportés pour l'économie et la société. Le Partenariat Public-Privé est une forme d'association des secteurs public et privé ayant un but de mettre en œuvre un service public pour la mise en œuvre des différents projets et programmes de développement avec de contrat à long terme. Il peut entrer en jeu pour la mise en œuvre du Plan National de développement et le développement du secteur privé qui est un moteur du développement d'un pays. Le Partenariat Public-Privé joue donc un rôle capital dans le développement économique et social grâce à ses actions sur l'allègement des dépenses de l'Etat, sur la création des emplois pour la survie de la population et même sur l'augmentation de la performance des secteurs privés concernés. L'intervention de l'Etat dans l'économie et dans la société est aussi très importante pour la normalisation des déséquilibres structurels. L'Etat joue un très grand rôle qui est centré sur les trois grandes fonctions de Richard MUSGRAVE⁸⁸ qu'on vient de donner telles que la fonction d'allocation concernant les politiques structurelles ; la fonction de redistribution affecte toutes les actions relatives à la redistribution des revenus; et la fonction de stabilisateur économique qui est très nécessaire pour le respect des grands équilibres, elle concerne la régulation conjoncturelle de l'activité économique. Chaque groupe économique est bénéfique de ses mesures qui contribuent également à la normalisation des déséquilibres structurels.

La persistance de ses déséquilibres structurels exprime la situation du sous-développement à Madagascar⁸⁹. D'après l'étude précédente ses déséquilibres sont considérés comme une des causes de ralentissement du développement qu'on trouve très importante or le pays doit sortir de la situation de pauvreté qui ne cesse d'augmenter et affecte presque la majorité de la population malgache. La normalisation de ses déséquilibres est très importante et urgente dans les mesures où l'Etat est conscient de son grand rôle dans le fonctionnement de l'économie et dans le but *de mettre en place des conditions favorables au développement du secteur privé et d'améliorer les conditions sociales de la population*⁹⁰. Le secteur privé aussi ne doit pas être fermé par son but de maximiser son profit mais aussi de penser à l'amélioration du niveau de vie de la population ainsi que de participer au développement du pays par son activité et la redistribution des valeurs ajoutées. La population est un facteur principal pour le développement alors qu'elle doit favoriser son rôle dans son travail et dans sa consommation.

⁸⁸ Richard MUSGRAVE : économiste américain né en 1910 écrit dans son ouvrage *The theory of Public Finance* en 1959 Les fonctions de l'Etat.

⁸⁹ Madagascar fait partie des pays les moins avancés du monde voire les pays les plus endettés à cause de sa situation économique et sociale.

⁹⁰ But de l'ajustement structurel Réf Secrétariat technique de l'ajustement, *L'ajustement structurel à Madagascar* (Année 1999), Antananarivo, 2000, p 160, p 10.

Même dans les pays développés⁹¹ on constate que les déséquilibres structurels affectent le système économique et social des pays ; mais la situation ne reste une barrière pour eux. Or elle n'est pas la seule, autres facteurs entravent le développement économique et social d'un pays tels que les crises économiques, la mauvaise qualité de la gouvernance, la corruption, l'instabilité politique⁹² surtout dans les pays nouvellement indépendants, les difficultés de gestion et d'organisation⁹³, la culture du pays, les comportements des élites et des acteurs politiques, la dépendance du pays envers les autres pays... . La bonne maîtrise du système économique et social d'un pays assure le développement qui est un objectif primordial de tous pays du monde surtout les pays en développement. Mais il est encore difficile d'y parvenir grâce à la persistance de ses facteurs de sous-développement.

⁹¹ Exemple de déséquilibre structurel dans l'économie de La Réunion : déficit du commerce extérieur, consommation supérieure au PIB. Réf : INSEE, Le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002; date d'édition 2005 ; 56 p, p 4.

⁹² Voir Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, Madagascar à la croisée des chemins. Economie de Madagascar n°3 en Octobre 1998.

⁹³ Voir Africa Leadership forum, Le développement de l'Afrique : ses problèmes pour les dirigeants du continent, Nigéria, 1988, 50 p, rapport sur le premier programme du Forum des dirigeants africains du 24/10/1988 à 01/11/1988 en Ota Nigeria.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- OUVRAGES

- 1- Africa Leadership forum, Le développement de l'Afrique : ses problèmes pour les dirigeants du continent, Nigéria, 1988, 50 p.
- 2- André Marchal, Systèmes et Structures Economiques, 2e édition, Editeur : presse universitaire de France 1963, 727 p, p. 78 disponible sur books.google.mg visité le 03/10/2018 à 11 : 45.
- 3- A. W. PHILLIPS [1958], « The Relation Between Unemployment and the Rate of Change of Money Wages Rates in the UK, 1861-1957 », Economica, Novembre 1958.
- 4- Bureau international du travail, La sécurité sociale, GUIDE D'EDUCATION OUVRIERE, Genève, 1995, 106 p.
- 5- CNED, Académie en ligne, Séquence 5 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques, 59 p disponible sur site www.biblio.fr. visité le 15/08/2018 à 20 : 18.
- 6- Gilles RASSELET, Économie contemporaine, Tome 2, Les politiques économiques et sociales de l'État, Éditions du CNFPT, 2010, 614 p disponible sur www.wikiterritorial.cnfpt.fr visité le 05/09/2018 à 12 : 53.
- 7- INSEE, Le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002, 2005, 56 p.
- 8- Jean LE PAS, Dynamisme des structures et croissance économique, GENIN, Paris, 1968, 435 p.
- 9- Jean Marc FONTAINE, Mécanismes et politique de développement, CUJAS, 1994, 214 p.
- 10- Jean Pierre MOCKERS, Dynamique et structures, SIREY, Paris, 1966, 411 p.
- 11- Jean Piget, LE STRUCTURALISME, Paris, presse universitaire de France, 2e édition mise à jour, 1968, 8e édition 1983, 9e édition 1987, 10e édition 1992), cité par Plassard, 1977, 182 p, disponible sur le site www.fondationjeanpiget.ch visité le 03/10/2018 à 11 : 47

- 12- Jean RAZAFINDRAVONONA, David STIFEL, Stefano PATERNOSTRO, Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999, INSTAT, 2001, 97 p.
- 13- Joseph Deiss – Philippe Gugler, Politique économique et sociale, ouvertures économiques, collection de Boeck, 64 p, disponible sur le site www.deboeck.com visité le 01/12/2018 à 16 : 45.
- 14- Voir Karl MARX, TRAVAIL, SALARIE ET CAPITAL, 1849, Editions sociales et internationales, 1931, traduction française en 1891, 33p, p25, disponible sur www.communisme-bolchevisme.net visité le 01/02/2019 à 20 : 30.
- 15- Lionel MONNIER, Bernard THIRY, Mutations structurelles et intérêt général, ECONOMIQUES JALONS, France, 1997, 274 p.
- 16- Paul SAMUELSON, Armand COLIN, L'économique, tome 2 (suite), 1148 p.
- 17- Peh BUNTONG, Le développement socio-économique au Cambodge, L'HARMATTAN, Paris, 2013, 322 p.
- 18- Philippe DEUBEL, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, PEARSON EDUCATION, France, 2008, 513 p.
- 19- Philippe HUGON, L'économie de l'Afrique, LA DECOUVERTE, 2013, 128 p.
- 20- Pierre BUREL, Les causes conjoncturelles des déséquilibres économiques, SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES, France, 1989, 679 p.
- 21- PNUD, SEEP, Madagascar vision 2030, NLTPS, Antananarivo, 1996, 50 p.
- 22- PROJET MAG/87/P01-MINESEB/UNESCO/FNUAP, L'éducation en matière de population pour une meilleure qualité de la vie, CNAPMAD, Antananarivo, 1990, 215 p.
- 23- Secrétariat technique de l'ajustement, L'ajustement structurel à Madagascar (Année 1999), Antananarivo, 2000, 160 p.
- 24- Séminaire du centre de développement, L'Afrique : réforme et croissance, OCDE, Paris, 2000, 210 p.

II- ARTICLES

- 1- N. Maatala, m. Benabdellah, p. Lebailly (reçu le 28/12/2016; accepté le 22/02/2017) disponible sur www.researchgate.net/publication/317225986 visité le 27/08/2018 à 14 : 31, intitulé le partenariat public-privé : fondement théorique et analyse économique.
- 2- Philippe Deubel, Les caractéristiques du sous-développement, article 1 Pearson Education France, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008, 463 p, disponible sur www.decritre.fr visité le 01/02/2019 à 21 : 15.

III- RAPPORTS

- 1- INSTAT Madagascar, ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°01 Le marché de travail à Madagascar en 2012 dominé par le phénomène de sous-emploi massif, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 88 p.
- 2- INSTAT Madagascar, ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°02, Novembre 2013 ; Étude Nationale, Le Secteur Informel à Madagascar en 2012 : Poids économique et social importants en déconnexion avec le système formel, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 94 p.
- 3- INSTAT Madagascar, ENQUÊTE PÉRIODIQUE AUPRÈS DES MÉNAGES DE L'ANNÉE 2010 (EPM 2010), huitième enquête, rapport principal, initiée par l'INSTAT en 1993, Madagascar, enquête sur les conditions de vie microéconomiques des ménages malgaches, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 372 p.
- 4- INSTAT Madagascar, Ministère de l'Économie et de la Planification, Secrétariat Général Direction Générale de l'Économie, Direction des Études et de la Modélisation Économiques, RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2014-2015, Décembre 2015, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 153 p.

- 5- INSTAT Madagascar, Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar année 2005, Edition Avril 2006, Objectif : pour assurer le développement du secteur public à Madagascar, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 158 p.
- 6- PNUD, en 2005, Rapport concernant les listes des pays par IDH, disponible sur le site fr.wikipedia.org, visité le 06/11/2018 à 08 : 23.

IV- MEMOIRE

- 1- Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise Economiques Option : ADMINISTRATION intitulé PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MADAGASCAR de Mademoiselle RANDRIAMBELONINOSY Rivalisoa Orneulla du 20 Janvier 2017, année universitaire 2015-2016, 55 p.

V- REVUES

- 1- Hervé Le Bihan, 1958-2008, avatars et enjeux de la courbe de Phillips, in Revue de l'OFCE 2009/4 (n°111), disponible sur www.cairn.info visité le 01/02/2019 à 20 : 40, 101 p.
- 2- Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAND, IRD, Economie de Madagascar, Madagascar à la croisée des chemins, Revue numéro 3 Octobre 1998, 273 p.

VI- AUTRES

- 1- Assemblée Nationale, Loi 2015-039 sur le PPP à Madagascar, Décembre 2015, Antananarivo, 27 p.
- 2- Camille VERNET, Le circuit économique, publié en 2012, disponible sur le site maxicours.com visité le 01/02/2019 à 21 : 00.

- 3- Définition disponible sur le site www.linternaute.fr visité le 24/01/2019 à 12 : 15.
- 4- Dictionnaire disponible sur le site www.dictionnaire.reverso.net visité le 24/01/2019 à 11 : 57.
- 5- Diemer, Economie générale : partie II, chapitre 6 : déséquilibres économique et monétaire : chômage et inflation, IUFM Auvergne Economie-Gestion, 210 p, disponible sur www.oeconomia.net visité le 03/10/2018 à 06 : 04.
- 6- Iharizaka RAHAINGO Président du GOTICOM, intervention pendant la rencontre de tous les membres du secteur privé le 29/10/2018 à l'Hôtel Carlton avec le Ministre de l'industrie Guy Rivo Randrianarisoa, disponible sur le site www.midimadagascar.mg visité le 30/12/2018 à 12 : 45.
- 7- MICDSP, Rédaction MIDI MADAGASCAR DU 31/10/2018 disponible sur le site www.midi-madagascar.mg visité le 30/12/2018 à 12 : 45, Secteur privé : le problème d'insécurité sous toutes ses formes soulevés.
- 8- Olivaniaina RAKOTO DAVID, conférence du 26/10/18 intitulé La gouvernance et le secteur public, par l'intervention de l'économiste malagasy, lieu : grand amphithéâtre DEGS Ankatso.
- 9- Olivaniaina RAKOTO DAVID, Thème exposé lors de la Conférence dans quelle mesure le secteur privé a-t-il été associé à l'élaboration des politiques de développement économique de Madagascar ?, 24/10/2016, à Alliance Française Andavamamba – FTHM disponible sur le site www.fthmconsulting.com visité le 02/08/2018 à 12 :40.
- 10- Wikipédia, définitions, disponible sur le site fr.wikipedia.org visité le 09/10/2018.

ANNEXES

Annexe I : Politique d'ajustement structurel

Politique ou plan d'ajustement structurel (PAS) : ensemble des politiques de développement menées par le FMI pour amener les PED (principalement) à atteindre les grands équilibres macroéconomiques par des mesures structurelles d'inspiration libérale. Cette politique consiste en un ensemble de mesures accompagnant les prêts contractés par les pays auprès des institutions internationales (la « conditionnalité ») et réunies dans le « consensus de Washington»⁹⁴.

Annexe II : Développement durable

Développement durable ou soutenable (sustainable development) : notion devenue un objectif politique commun à tous : c'est « un développement qui répond aux besoins du présent (à commencer par ceux des plus démunis) sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Ce concept nie l'incompatibilité qu'il y aurait entre préservation de l'environnement et développement.

Il exige la réalisation d'une double équité :

- équité intra générationnelle : les ressources doivent être équitablement distribuées entre les générations présentes en accordant une priorité aux plus démunis (individus, pays) pour assurer un développement généralisé (prise en compte de la légitimité du développement des pays du Sud) ;
- équité intergénérationnelle : le développement présent doit tenir compte du développement potentiel des générations futures (sauvegarde de ressources pour l'avenir...).

Le développement durable possède donc deux dimensions : une dimension écologique de préservation vis-à-vis des ressources naturelles et de l'environnement, une dimension humaine et sociale de développement humain partagé à l'échelle mondiale.

⁹⁴ Voir Secrétariat technique de l'ajustement, L'ajustement structurel à Madagascar (Année 1999), Antananarivo, 2000, 160 p.

Il impose une évidence qui doit être rappelée : tout développement futur des pays en développement⁹⁵ ne pourra être possible qu'à condition qu'il soit soutenable humainement et écologiquement.

Annexe III : Les PMA, les Pays Emergents, et les Pays les plus Avancés

Les PMA sont les pays pauvres avec une production essentiellement agricole, à faible niveau de développement avec un IDH très faible (Exemple de pays ayant un IDH faible en 2012 rapport ONU : Bangladesh IDH : 0.515 ; Pakistan IDH : 0.515 ; Angola IDH : 0.508 ; Birmanie IDH : 0.498 ; Cameroun IDH : 0.495 ; Madagascar IDH : 0.483 ; Tanzanie IDH : 0.476 ; Nigeria IDH : 0.471 ; Sénégal IDH : 0.470). Ils sont des pays en retard en matière de développement. Ces pays s'enfoncent alors dans le sous-développement. Les problèmes démographiques sont particulièrement la raison de cette situation. On les appelle plus PMA mais pays en voie de développement (PVD) et puis pays en développement (PED).

À l'opposé, les pays émergents sont les pays en rattrapage économique et en pleine industrialisation, à niveau de vie et de développement intermédiaire ou élevé avec un IDH moyen ou élevé. L'émergence constituerait ainsi une transition et une étape intermédiaire entre la divergence (le maintien dans la trappe de la pauvreté) et la convergence avec les pays riches. La plupart des pays émergents sont les pays nouvellement indépendants (Exemple de pays ayant un IDH élevé en 2014 rapport ONU : Biélorussie IDH : 0,798 ; Russie IDH : 0,798 ; Oman IDH : 0,793 ; Roumanie IDH : 0,793 ; Uruguay IDH : 0,793 ; Bahamas IDH : 0,790 ; Kazakhstan IDH : 0,788 ; Barbade IDH : 0,785 ; ...), Exemple de pays ayant un IDH moyen en 2015 rapport ONU : Moldavie IDH : 0,699 ; Botswana IDH : 0,698 ; Gabon IDH : 0,698 ; Paraguay IDH : 0,693 ; Égypte IDH : 0,691 ; Turkménistan IDH : 0,691 ; Indonésie IDH : 0,689) .

Les pays avancés sont les pays les plus développés économiquement. On les appelle également les plus puissants du monde. Ce sont des pays à niveau de vie très élevé avec un IDH élevé ou très élevé (Exemple de pays ayant un IDH très élevé en 2014 rapport ONU : Norvège IDH : 0,944 ; Australie IDH : 0,935 ; Suisse IDH : 0,930 ; Danemark IDH : 0,923 ; Pays-Bas IDH : 0,922 ; Allemagne IDH : 0,916 ; ...).

⁹⁵ Pays en Développement ou PED : appellation dans les années 1980, censée de traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du développement. Voir Philippe Deubel, Les caractéristiques du sous-développement, article 1, Pearson Education France, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, 2008, p 465.

Annexe IV : La contribution du secteur informel au développement du pays⁹⁶

La création d'emplois reste un défi majeur en vue de réduire le sous-emploi et le chômage pour Madagascar. Une proportion significative des emplois créés est générée par le secteur informel. La perspective de renforcement de la contribution du secteur informel à la croissance et au développement doit figurer parmi les actions prioritaires de la politique de relance. La fiabilité de l'analyse socio-économique est tributaire de l'existence d'un système d'information statistique performant. Ainsi, ce rapport qui contient de vastes informations statistiques sur le secteur informel présente un grand intérêt.

Le secteur informel est caractérisé par l'inexistence de protection sociale, les mauvaises conditions de travail, la précarité l'emploi, l'absence d'une tenue de comptabilité, le non-paiement des taxes et la vulnérabilité des travailleurs. Ces derniers ont vu augmenter leur nombre depuis la crise de 2009 à cause de l'aggravation du chômage et surtout, parce que l'emploi informel offre aux ménages des opportunités à saisir pour créer des revenus d'appoint face aux besoins quotidiens. Il comprend quelques branches d'activités: la briqueterie, la gargote, les transports non mécanisés, le commerce de micro-détail et autres. En général, ils sont des marchands ambulants, des travailleurs occasionnels, des anciens employés du secteur formel qui ont perdu leurs emplois durant la crise. Certains d'entre eux sont moins visibles comme les travailleurs à domicile, les ouvriers payés à la pièce ou les personnes exerçant une multitude de métiers différents.

Le renforcement du système d'information sur le marché de travail et de celui du suivi évaluation est plus que nécessaire. L'enquête pourra être pérennisée en tant que référentielle pouvant aider à l'analyse des comportements productifs, des difficultés rencontrées, des aides souhaitées par les agents du secteur et de son mode d'insertion dans le système économique. Ces paramètres vont servir de base pour la définition des grandes orientations afin d'améliorer la performance du secteur, l'intégrer dans le circuit formel et optimiser la gestion des politiques de développement.

⁹⁶ Voir résultats sur le secteur informel, issus de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel menée en 2012 : INSTAT Madagascar ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012, N°02, Novembre 2013 ; Étude Nationale, Le Secteur Informel à Madagascar en 2012 : Poids économique et social importants en déconnexion avec le système formel, 94 p, p 3.

Annexe V : La sécurité sociale et la redistribution du revenu

La sécurité sociale est « *la protection que la société accorde à ses membres, par un ensemble de dispositions publiques, contre la misère économique et sociale qui les menace en cas d'arrêt ou de réduction importante de leurs gains pour cause de maladie, de maternité, d'accident du travail, de chômage, d'invalidité, de vieillesse ou de décès ; la fourniture de soins médicaux ; l'octroi d'allocations aux familles ayant des enfants* »⁹⁷. Elle peut avoir un puissant impact sur l'économie d'un pays⁹⁸. On ne doit pas non plus négliger que le fait que son développement a contribué à réduire les tensions et les troubles sociaux.

Sur le plan social, les régimes de sécurité sociale doivent avoir pour effet d'améliorer les conditions de vie. Sur le plan économique, ils sont un instrument de redistribution du revenu. Cette redistribution qui s'effectue de deux façons : horizontalement et verticalement. Ces régimes de sécurité sociale influent puissamment sur l'orientation et le rythme du développement économique.

Les PED font face à une situation particulièrement difficile. La première priorité pour ces pays consiste à promouvoir l'emploi, et la question de savoir s'il convient d'instituer une forme de garantie des moyens d'existence a souvent fait l'objet. La protection contre le chômage, du fait de la pénurie de ressource et les ressources disponibles qui doivent être affectées à de nombreux secteurs dans les PED et les priorités en matières de dépenses qui doivent pour le moment porter sur d'autres domaines, est encore difficilement à instituer dans ces pays⁹⁹.

Annexe VI : Contribution du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MEETFP) pour le développement économique et social

Face au défi de faire de Madagascar un Etat moderne et prospère, le MEETFP a pour principale mission de promouvoir le plein emploi et de valoriser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle adaptés aux réalités régionales et internationales.

⁹⁷ Réf in Bureau international du travail, La sécurité sociale, GUIDE D'EDUCATION OUVRIERE, Genève, 1995, 106 p, p 4.

⁹⁸ Voir Bureau international du travail, La sécurité sociale, GUIDE D'EDUCATION OUVRIERE, Genève, 1995, 106 p, p 81.

⁹⁹ Voir Bureau international du travail, La sécurité sociale, GUIDE D'EDUCATION OUVRIERE, Genève, 1995, 106 p, p 67.

Pour guider le développement de l'EETFP, le MEETFP a fixé comme objectifs de :

- Renforcer les prestations des services publics ;
- Revaloriser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle ;
- Décentraliser/Déconcentrer l'Enseignement Technique et la Formation à travers la rénovation de la carte scolaire ;
- Remettre aux normes l'Enseignement Technique et la Formation ;
- Promouvoir l'employabilité des jeunes et des sans-emploi ;
- Appuyer les insertions et les reconversions professionnelles ;
- Renforcer les capacités des populations cibles ;
- Intensifier le Partenariat Public-Privé.

De plus, le MEETFP s'est engagé dans un processus participatif de l'ensemble des acteurs tels que les Ministères, les entreprises formelles et informelles du secteur privé, les centres de formation publics et privés ainsi que les partenaires techniques et financiers au niveau national, régional et sectoriel, devant déboucher sur une politique de développement des compétences appelée Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP)¹⁰⁰.

¹⁰⁰ Source : INSTAT, Ministère de l'Economie et de la Planification, Secrétariat Général Direction Générale de l'Economie, Direction des Études et de la Modélisation Économiques, RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2014 – 2015, Décembre 2015, Immeuble Plan Anosy : Porte 502, Antananarivo (101), Madagascar, 153 p, p 102.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
INTRODUCTION.....	1
I. APPROCHE THEORIQUE SUR LES STRUCTURES ECONOMIQUES ET LE DEVELOPPEMENT D'UN PAYS	4
I.1 DEFINITIONS ET NOTIONS DE BASES	4
I.1.1 Macroéconomie et structure économique	4
I.1.1.1 La macroéconomie	4
I.1.1.2 La structure économique	8
I.1.2 Développement.....	10
I.1.2.1 Concept de développement	10
I.1.2.2 Analyse du sous-développement.....	15
I.2 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS FACTEUR DE BLOCAGE DU DEVELOPPEMENT	18
I.2.1 Les principaux déséquilibres macroéconomiques contemporains.....	19
La courbe de PHILLIPS.....	19
I.2.1.1 L'inflation	21
L'inflation un phénomène structurel.....	22
I.2.1.2 Le chômage	25
Le chômage structurel	26
I.2.2 Les effets des déséquilibres	29
I.2.2.1 Les effets néfastes ayant un impact direct à la population.....	29
I.2.2.2 Les effets majeurs sur l'économie	30

II. ANALYSES EMPIRIQUES DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS PERSISTANTS AU NIVEAU DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES MALAGASY	32
II.1 ANALYSE DES DESEQUILIBRES STRUCTURELS	32
II.1.1 Comportement des principaux agents économiques malagasy	32
II.1.1.1 Comportement des entrepreneurs privés	32
II.1.1.2 Comportement des salariés et des ménages.....	36
II.1.2 Déséquilibre au niveau des principaux groupes socio-économiques	39
II.1.2.2 Répartition inégale des revenus	45
II.2 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES DESEQUILIBRES STRUCTURELS	47
II.2.1 Les impacts de l'existence des déséquilibres structurels	47
II.2.1.1 Les impacts sur les entrepreneurs et les ménages.....	47
II.2.1.2 Les impacts sur le développement du pays	48
II.2.2 Proposition des mesures de normalisation des déséquilibres.....	49
II.2.2.1 Intervention économique et sociale de l'Etat.....	50
□ La fonction d'allocation des ressources	51
□ La fonction de répartition ou redistribution	52
□ La fonction de stabilisateur économique ou fonction de régulation	53
Généralité sur le PPP	54
Le PPP à Madagascar	55
CONCLUSION	59
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	vii
I- OUVRAGES	vii
II- ARTICLES	ix
III- RAPPORTS	ix
IV- MEMOIRE	x
V- REVUES.....	x
ANNEXES	xii

Annexe I : Politique d’ajustement structurel	xii
Annexe II : Développement durable	xii
Annexe III : Les PMA, les Pays Emergents, et les Pays les plus Avancés	xiii
Annexe IV : La contribution du secteur informel au développement du pays	xiv
Annexe V : La sécurité sociale et la redistribution du revenu	xv
Annexe VI : Contribution du Ministère de l’Emploi, de l’Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MEETFP) pour le développement économique et social.....	xv
TABLE DES MATIERES	xvii

- ★ **Etudiante :** RAZAIARINIRINA Santatriniaina Faliva
- ★ **Titre :** Les déséquilibres structurels au sein des groupes socio-économiques, frein au développement d'un pays
- ★ **Tableaux :** 5
- ★ **Graphiques :** 7
- ★ **Annexes :** 6
- ★ **Nombre de pages :** 61
- ★ **Contacts :** Email : Faliva1996@gmail.com,
Téléphone : 0325097869/0340431206
- ★ **Adresse de l'étudiante:** C31B Ambohiboasary Ambohinaorina Sabotsy Namehana Antananarivo 103

★ **Résumé**

Les déséquilibres structurels sont parmi les facteurs de blocage du développement. Ils affectent le fonctionnement de l'économie d'un pays surtout les pays en développement comme Madagascar et apportent des impacts néfastes aux groupes socio-économiques dans son comportement et son activité. Le faible taux d'emploi et la répartition inégalitaire des revenus sont les déséquilibres structurels les plus conséquents pour les entrepreneurs privés, les salariés et ménages. La normalisation de ses déséquilibres est indispensable pour le développement du pays et le bien-être de la population. Elle exige l'intervention économique et sociale de l'Etat et aussi le renforcement du Partenariat Public-Privé dans l'économie pour favoriser le développement du secteur privé ainsi que pour assurer le fonctionnement du secteur public.

- ★ **Mots clés :** déséquilibres structurels, système économique, frein au développement, pays en développement, bien-être de la population, répartition inégalitaire, conséquence du faible taux d'emploi, groupes socio-économiques, entrepreneurs privés, salariés et ménages, normalisation, intervention économique et sociale de l'Etat, Partenariat Public Privé.

- ★ **Encadreur :** Docteur RAKOTO DAVID Olivaniaina